

N° 2740
62^e année
du 17 janvier
au 6 février 2008
Prix : 3€ (20 F)



L'ACTION FRANÇAISE

2008

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01 40 39 92 06 – Fax : 01 40 26 31 63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

FEU !

Ouverture de la chasse

■ C'est une contradiction qui n'abusera que les naïfs : tandis que Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement, invite toutes les polices de France à ouvrir la chasse aux clandestins, Jacques Attali suggère au Président de la République de « relancer l'immigration » et le député UMP Frédéric Lefebvre fait voter en douce un amendement sur la régularisation des sans-papiers. Habitue à vénérer le marché tout en maudissant ses conséquences, l'opinion de droite doit comprendre que cette relance de l'immigration ne participe d'aucun complot : elle répond à la demande d'un patronat en quête de main d'œuvre toujours moins chère. Hortefeux n'amuse pas le Medef lorsqu'il renvoie chez eux à coups de matraques des travailleurs étrangers sous-payés. Les libéraux réclament non seulement la libre circulation des marchandises, mais également celle de la force de travail. Ce qui est en cause, ce n'est donc pas l'immigration, ni même les immigrés, mais le capitalisme et la volonté qu'il a d'écarter le politique comme souci au profit de la rationalité économique. C'est à nous, royalistes, de rappeler que la question des salaires et de la justice sociale ne peut pas être posée ailleurs que dans le cadre de la nation. À nous de relever le vieux slogan que le Parti communiste a jeté dans la poussière : « Produisons français avec des ouvriers français ». À quoi un roi de France aurait l'élégance d'ajouter : « Et bien payés ».

AGATHON

Contre l'Union européenne

Voir page 16

Le parti de la France

Raisons d'A.F.

■ À moins de cent quarante ans de l'instauration en France d'un gouvernement proprement républicain et démocratique, n'est-il pas inquiétant pour les uns, justifiant pour les autres, que, parmi ceux qui sont capables de penser le politique, il s'en trouve de plus en plus nombreux à s'interroger sur la pertinence des idéologies sous-jacentes au système démocratique, sur la capacité du système en place à remplir les conditions du bien commun et, en fin de compte – la question a été posée sous cette forme –, sur la légitimité de la république.

Rien n'est plus familier à l'Action française que de telles interrogations. Et les avoir formulées avant les autres nous donne quelque droit d'en poursuivre les réponses à travers une histoire, somme toute de faible durée, par rapport au long millénaire des institutions monarchiques, qui a vu, *stricto sensu*, la construction de la France.

Ce qui est en cause aujourd'hui, en effet, est de savoir si, après son presque siècle et demi de domina-

tion sans partage sur la France, le régime républicain, Sarkozy regnant, n'est pas parvenu au terme de sa mission historique, la destruction de la France.

Que de fois, analysant les conditions d'exercice du pouvoir républicain, Maurras n'a-t-il pas relevé que la république n'avait pu que consommer le capital constitué au cours de tant de siècles français qui l'avaient précédée. Capital en hommes, capital en richesses culturelles et économiques, capital en habitudes sociales qui assuraient la vertu du plus grand nombre et la tranquillité publique.

Riche de ce capital, qui ne lui devait rien, à l'origine de son instauration, elle s'en est montrée simple consommatrice, sans jamais le renouveler, s'affaiblissant elle-même à mesure qu'elle s'éloignait de son point de départ. Consommatrice en hommes, par les guerres insensées, conduites de par le monde hors tout intérêt français, capable même aujourd'hui de légiférer dans le but que ne se renouvellent pas

les générations ; consommatrices voraces de ces richesses qui constituent le fonds d'une vieille nation comme la nôtre, capable même aujourd'hui d'imposer au corps de la nation des principes et des pratiques qui lui sont étrangers, parfois directement contraires.

Si, au XIX^e siècle, le régime républicain bénéficia encore du prestige de notre ancienne diplomatie et de la place que la monarchie avait donnée à la France dans le monde, on a vu ce prestige et cette place se réduire au point qu'aujourd'hui, on peut parler d'une diplomatie à la remorque, voire carrément consacrée à d'autres intérêts qu'aux nôtres, cette attitude culminant avec l'actuel gouvernement.

À nous, il revient évidemment de ne transiger en rien avec un tel régime. Mais comment lui-même pourrait-il faire obstacle aux revendications communautaires de ceux qu'il n'a délibérément de cesse d'opposer à la France et aux Français ?

A.F.

■ PERMANENCE DU SERVICE

Entretien avec Arnaud Teyssier qui revient sur l'évolution des pouvoirs publics depuis le Grand Siècle :

« **La tradition étatique est toujours vivante** »

page 2

■ DE ROBESPIERRE À L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Enfin réconcilié avec l'histoire de France et voulant en finir avec la guerre civile qui ravage notre pays depuis deux cent ans :

Gallo le patriote

page 11

■ 21 JANVIER | HOMMAGE À LOUIS XVI

« **Le meurtre du père** »

par Michel Fromentoux (page 10)

Annonce des messes

(page 15)



M 01093 - 2740 - F: 3,00 €



Chaises musicales

L'idée d'un remaniement ministériel après les élections municipales et cantonales des 9 et 16 mars prochains se précise. Jack Lang est pressenti pour devenir garde des Sceaux à la place de Rachida Dati qui rejoindrait la place Beauvau où elle succéderait à Michèle Alliot-Marie. Hervé Morin qui semble flotter quelque peu dans son costume de ministre de la Défense serait également sur le départ.

Monarchie et royauté

Lors de sa dernière conférence de presse à l'Élysée, Nicolas Sarkozy a tenté d'expliquer qu'il n'était pas un monarque parce qu'il était chef de l'État par élection et non par héritage. Il se trompe lourdement. Si la royauté française fonctionne effectivement selon un principe monarchique héréditaire, un monarque peut tout à fait être élu ou issu d'un coup d'État. Le Président de la République confond monarchie et royauté.

Bilan

Le nombre de voitures brûlées durant la nuit du 31 décembre dernier a été sérieusement revu à la hausse : 878 véhicules ont été incendiés en cette occasion selon le ministère de l'Intérieur alors qu'un premier bilan faisait état de 372 voitures détruites par le feu. Le bilan de cette année est sensiblement le même que l'an dernier (973). Là encore, pas vraiment d'effet Sarkozy...

Trahison socialiste

Le Parti socialiste sera absent de la réunion du Congrès visant à la révision constitutionnelle préalable à la ratification du "mini-traité" européen le 4 février prochain à Versailles. Cette décision prive l'aile eurosceptique du PS de la possibilité d'obtenir un référendum sur le sujet par une mobilisation des 2/5^e au moins des parlementaires. Le PS peut ensuite se donner le luxe de laisser la liberté de vote lors de la ratification ultérieure.

PIERRE LAFARGE

L'AF REÇOIT

ARNAUD TEYSSIER

« La tradition étatique est toujours vivante »

Normalien, ancien élève de l'ENA, Arnaud Teyssier est à la fois historien et haut-fonctionnaire. Il a notamment publié une biographie de Lyautey, une étude sur Les Enfants de Louis-Philippe et en dernier lieu Richelieu : la puissance de gouverner (Michalon, 10 euros). Il revient pour nous sur l'évolution de la conception française des pouvoirs publics depuis le Grand Siècle.



L'ACTION FRANÇAISE 2000 - Existe-t-il une parenté entre les grands commis de l'État royal du XVII^e siècle et les hauts fonctionnaires d'aujourd'hui ?

ARNAUD TEYSSIER - Le contexte historique est certes très différent. L'État des XVII^e et XVIII^e siècles est celui de la monarchie absolue, il s'incarne dans le roi et exerce son autorité – souvent difficilement – dans une France marquée par la plus grande hétérogénéité juridique, par la puissance des corps intermédiaires... Toutefois, il ne faut pas oublier que la puissance très structurante de l'État en France tient à la superposition de deux traditions différentes : la tradition de l'État monarchique, qui s'est affirmée avec l'extension et l'unification du territoire et que Bonaparte a refondée avec une énergie sans précédent après l'échec lamentable du règne de Louis XVI ; et la tradition de l'État interventionniste du XX^e siècle, qui n'est pas propre à la France, et qui est venue se confondre avec la précédente. Malheureusement, nos contemporains sont bien incapables de faire la distinction et remettent tout en cause sans faire le détail... Reste l'état d'esprit, la mentalité, que l'on n'efface pas d'un trait malgré la tendance naturelle des êtres à la soumission morale et intellectuelle.

Cette force de la tradition étatique dans le bon sens du terme – qui signifie attachement à l'unité du pays, sens du bien commun, ou du "bien public", ou de l'"intérêt général", peu importe l'appellation – reste assez vivante chez beaucoup de fonctionnaires, notamment aux postes de responsabilité, même s'ils n'en sont pas toujours conscients eux-mêmes.

Quand on relit la correspondance de Vauban et ses propos sur la réforme du royaume (ou de l'État, si vous préférez) – rééditée en 2007 à l'occasion du tricentenaire de sa mort -, on s'aperçoit que le sens de l'intérêt public tient à quelques principes fondamentaux chevillés au corps : en particulier le sens de l'autorité, du gouvernement qui gouverne, le rejet de ce qu'André Tardieu appellera plus tard « les petites dictatures empiriques » - la tyrannie des intérêts privés organisés, que l'on rebaptise volontiers aujourd'hui, avec délectation, "gouvernance". De Richelieu à De Gaulle, il y a incontestablement une ligne de force que continuent d'incarner, bon an mal an, quelques centaines de hauts fonctionnaires aussi obstinés que désabusés...

Le problème est d'abord français

A.F. 2000 - Le service désintéressé de l'État peut-il exister sans un minimum de foi en l'existence d'une communauté nationale forgée par l'histoire ?

A.T. - Certes non. Ce qui ne signifie pas, d'ailleurs, rejet en soi d'un projet européen. Le problème est d'abord français : il faut être fort pour partager utilement le pouvoir avec les autres, et c'est vrai aussi pour la décentralisation. Si la dislocation de l'unité politique et administrative française se poursuit, si la reféodalisation du pays continue de se développer, c'est toute notre constitution historique qui va disparaître, et avec elle ce qui nous reste de cohésion sociale, de force, de prospérité : notre constitution n'est pas seulement politique (je parle de notre consti-

tution profonde, pas du malheureux texte de 1958 mille fois rapiécé), elle est aussi administrative, sociale, voire militaire... Nous avons vécu jusqu'au milieu des années quatre-vingt, à travers de terribles vicissitudes politiques, sur les acquis d'une institutionnalisation héritée de la monarchie et de la grande révolution administrative du Consulat - qui avait réussi ce que Louis XV n'avait pas réussi à pérenniser avec Maupeou contre les prétentions des parlements. Pensez que c'est le même homme, Lebrun, qui fut en 1770 le bras droit du chancelier Maupeou, et, trente ans plus tard, le troisième Consul et l'un des hommes-clefs du système napoléonien.

L'école maurrassienne et bainvillienne - même si Maurras a quelque peu hésité - n'a jamais voulu reconnaître ce mérite immense de Bonaparte, que Barrès, lui, célébrait sans hésiter : parce qu'elle sous-estime la force d'unité et d'incarnation qu'a représentée l'administration française. Celle-ci a été, depuis 1789, notre « régime invisible », pour reprendre une intuition lumineuse de Daniel Halévy : une force qui faisait tenir le pays envers et contre tout, au fil de nos régimes politiques successifs. De Gaulle, lui, avait parfaitement compris les choses : il était le disciple, tout à la fois, et de la monarchie, et du Consulat. Il avait rebaptisé le tout « républicain » par commodité... Encore faut-il percevoir ce qu'il mettait derrière le mot "républicain" ! Nos véritables institutions, pendant deux siècles, ont été administratives, avant d'être politiques. Mais le vrai sujet pour lui, c'était la France.

De futures élites décervelées

A.F. 2000 - Regrettez-vous que l'étude de l'histoire soit repoussée au second plan dans la formation des futures élites françaises ?

A.T. - Ces futures élites sont en train d'être décervelées. Elles n'ont plus de repères historiques. Ce n'est pas seulement la faute de "l'école". C'est aussi la responsabilité des parents : ils ne lisent plus, n'achètent plus de livres, ne constituent plus de bibliothèques, ne parlent plus avec

leurs enfants. Je force volontairement le trait, mais c'est un fait : la perte de l'historicité obéit à la loi des corps qui tombent, ce n'est pas un processus linéaire, mais un phénomène qui s'accélère.

A.F. 2000 - L'excroissance de l'État républicain semble dans notre pays aller de pair avec l'impuissance grandissante du politique. La nature du régime influe-t-elle sur l'efficacité de l'administration ?

A.T. - C'est l'éternelle question : les institutions corrompent-elles les hommes, ou les hommes corrompent-ils les institutions ? L'État lui-même – et encore une fois, il ne faut pas confondre l'État, dans sa profondeur séculaire, avec l'État-Providence de la seconde moitié du XX^e siècle (au point que nous risquons finalement de détruire le premier... et de garder le second !) – n'est qu'un outil, une arme. Ce qui compte avant tout, c'est que le sens réel du pouvoir soit compris et maîtrisé par ceux qui en ont la charge. Richelieu l'a écrit à la fin du *Testament politique* : l'exercice des plus hautes responsabilités implique des devoirs singuliers. Le plus grand crime pour un homme d'État n'est pas de se tromper, mais de refuser d'agir, de s'abstenir de trancher, de décider. Depuis deux décennies, notre système politico-administratif s'est inconsciemment - mais admirablement – organisé pour que les sources de décision soient les plus éclatées possibles. C'est ce que Carlyle appelait la « tyrannie du pas-de-gouvernement ». Le drame de la politique française moderne, ce n'est pas tant la manie de la "communication" que la perte de la culture du pouvoir et de sa mise en perspective historique.

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE LAFARGE

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 • Fax : 01 40 26 31 63
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : **Philippe Champion**
- Rédacteur en chef : **Michel Fromentoux**
- Politique : **Pierre Lafarge**, chef de rubrique, Georges Ferrière.
- Politique étrangère : Pascal Nari, Sébastien de Kererro.
- Économie : Henri Letigre.
- Enseignement, famille, société : **Michel Fromentoux**, chef de rubrique, Aristide Leucate, Guillaume Chatizel.
- Médecine : Jean-Pierre Dickès.
- Livres : Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico, François Roberday.
- Culture : Renaud Dourges, Monique Beaumont, Alain Waelkens.
- Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin.
- Histoire : Francis Venant, chef de rubrique, René Pillorget.
- Art de vivre : Pierre Chaumeil.
- Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger.
- Médias : Denis About, Arnaud Naudin.
- Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

PARIS

DIMANCHE 20 JANVIER 2008

CORTÈGE AUX FLAMBEAUX EN HOMMAGE AU ROI MARTYR

Rendez-vous à 19 heures précises devant l'église de la Madeleine, métro Madeleine, ligne 12 ou 14.

Une privatisation du contrôle des ministres

Faire évaluer l'action des ministres du gouvernement français par un cabinet privé ? Annoncée par le porte-parole du gouvernement, l'idée a de quoi faire trembler des ministres déjà inquiets par la perspective d'un remaniement ministériel dont les commentateurs estiment qu'il pourrait intervenir au lendemain des élections municipales et cantonales de mars prochain.

François Fillon a demandé à un cabinet privé d'évaluer l'action de chaque ministre. Une évaluation qui se fera sur de curieux critères et invitera les ministres à "faire du chiffre".

Mais en introduisant l'évaluation, outil de "management" des entreprises, au cœur de la vie politique du pays, François Fillon et Nicolas Sarkozy peuvent sans doute espérer séduire à peu de frais un électorat avide d'efficacité politique. « Il s'agit d'évaluer les politiques pour, le cas échéant, redresser la situation quand un engagement n'est pas tenu » a précisé François Fillon, rappelant l'exemple donné par Nicolas Sarkozy lui-même qui, lorsqu'il occupait la place Beauvau, avait demandé aux services du ministère de l'Intérieur de publier chaque mois les chiffres de la délinquance. Ainsi donc, les Français pourraient

connaître chaque mois les "indicateurs de résultats" des différents ministères, pour suivre pas à pas la progression de la politique gouvernementale.

François Fillon a tenté de rassurer ses ministres en faisant savoir que tous les outils d'évaluation ne seraient pas révélés au grand public car « il y a des choses qui doivent rester dans le secret de la politique gouvernementale » et en ajoutant : « Il ne s'agit évidemment pas de noter les ministres, on n'est pas à l'école. »

Ces précisions n'auront pas empêché une levée de boucliers de l'opposition contre un tel projet.

Des critères "fantaisistes ou douteux"

D'abord, comme l'indique le député socialiste de l'Essonne, Julien Dray, parce que « le seul qui échappe à la notation est Nicolas Sarkozy ». Ensuite, parce que certains des critères d'évaluation qui semblent avoir été retenus sont jugés « fantaisistes ou douteux ». Ainsi la presse indiquait que le ministre de l'Immigration, Brice Hortefeux, serait jugé sur le nombre de sans-papiers expulsés et que le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, serait jugé sur le nombre de ministres

français présents aux conseils des ministres européens.

Faire du chiffre

Au-delà même du choix des critères, on ne peut que rejoindre Aurélie Filippetti, porte-parole du groupe PS à l'Assemblée natio-

Alors que l'on se souvient, parmi tant d'autres querelles statistiques, des polémiques qui, avant la présidentielle, ont empêché la publication de statistiques du chômage, on peut craindre également qu'une évaluation comptable n'incite les ministres à "soigner" la présentation d'éléments statistiques au détriment de



Les ministres de François Fillon seront-ils bientôt traités comme des écoliers ?

nale, qui dénonçait l'approche comptable de cette évaluation. « La politique n'est pas affaire de chiffre, de quotas et de rendement » et « on ne gère pas la France comme une entreprise de boulons » affirmait le député en demandant que l'on envoie au chef de l'État le DVD des *Temps modernes* de Chaplin !

la réalité des actions de fond qu'ils ont à mener. C'est ce que certains syndicats de policiers dénonçaient lorsque Nicolas Sarkozy avait mis en place des « indicateurs de résultats » place Beauvau.

Mais le plus grave est évidemment que le gouvernement a fait appel, pour réaliser cette évaluation, à un cabinet privé spé-

cialisé en stratégie, Mars & Co, consacrant ainsi le pouvoir des experts, au détriment du pouvoir des politiques. La constitution ne donne-t-elle pas aux parlementaires et à la Cour des Comptes la mission de surveiller l'action gouvernementale ? Que n'a-t-on pas renforcé les moyens de la Cour des Comptes, qui a maintes fois déploré le peu de suites données à ses constats.

"Experts" contre politiques

Indépendamment de ces nouveaux critères d'évaluation "fantaisistes ou douteux", il existe en tous cas quelques indicateurs chiffrés que les Français scrutent avec attention : le pouvoir d'achat, la courbe du chômage, le niveau des salaires... Et ces dernières semaines, ce sont bien ces indicateurs qui ont entraîné une légère déprime de la cote de popularité du président de la République et de son Premier ministre.

Sans doute, pour aller plus loin dans la politique-spectacle, pourrait-on imaginer d'amuser l'électeur par un jeu qui, comme dans les émissions de télé-réalité, permettrait de renvoyer le ministre le plus mal noté. À moins que l'on n'indexe leur salaire sur leurs bons résultats. Même s'il a lui-même évoqué la possibilité de payer les fonctionnaires au mérite, Nicolas Sarkozy n'a cependant pas attendu d'obtenir de bons résultats pour s'augmenter de 172 %...

GUILLAUME CHATIZEL

Les partis s'emparent des communes

Pour Nicolas Sarkozy, les élections municipales qui se préparent auront valeur de « test national ». Il est clair qu'à gauche, on pense de même. Voilà qui en dit long sur la volonté du "pays légal" de tenir en tutelle le "pays réel"... De son côté, le Premier ministre François Fillon ajoute : « Ce n'est pas parce que les enjeux sont locaux qu'il n'existe pas une réalité nationale ». Ce qui revient à parler pour ne rien dire (car qui dirait le contraire ?) mais laisse percer une volonté de semer la confusion là où il y a distinction : ce n'est pas nier la réalité nationale que de penser que celle-ci s'enrichit du libre épanouissement des libertés locales.

Que les représentants des grands partis viennent importer au sein des collectivités leurs déchirements et leurs haines, semant ainsi la discorde là où les réalités concrètes, vécues au jour le jour, devraient unir, voilà qui est inadmissible.



Refusant cette "nationalisation" de la vie communale, l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin propose que les élections municipales cessent d'être partout le même jour. Cela diminuerait certainement la politisation

des scrutins, mais dans certaines villes, surtout les grandes, persisterait quand même l'enjeu politique. Posséder, voire prendre toujours plus de villes, est une nécessité pour ces féodalités que sont les partis politiques.

Il est temps toutefois de rappeler que les communes sont nées au temps du roi Louis VI le Gros avec le soutien actif et décisif de celui-ci qui, justement, jouait son rôle de justicier en favorisant l'organisation des libertés des villes et des métiers pour réduire l'emprise dans le pays des féodaux du temps.

Le régime républicain où la trame de la vie politique n'est faite que de luttes pour le pouvoir est incapable de protéger les libertés. Il serait temps de relancer une révolution communale comme ce fut le cas au XII^e siècle. Mais cette fois encore, il faudrait le Roi, arbitre et libre par rapport à tous les clans, pour en prendre la tête.

MICHEL FROMENTOUX

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

■ Vous avez été nombreux cette année à répondre à l'appel de souscription pour l'AF et nous vous en remercions. Sur les 55 000 euros dont nous avons besoin cette année, il ne nous en manque plus que 11 000.

L'Action Française 2000 attire de plus en plus de lecteurs et de nouvelles plumes depuis quelques semaines, c'est un signe très encourageant et cela n'aurait pas été possible sans

vos générosités. Pierre Pujo dans l'appel de souscription de janvier 2007 disait : « Investissez votre espoir et votre argent dans l'Action française qui ne se lasse pas de défendre l'intérêt national, et lui seul, en toutes circonstances, qui apporte une réflexion de fond sur les problèmes de la France et rappelle les vraies solutions ».

Vous avez une dernière occasion de répondre à son appel, pour ceux qui ne l'auraient pas encore fait, en nous permettant d'atteindre les 11 000 euros manquant à l'appel de Pierre Pujo. Merci d'avance de votre générosité.

MICHEL FROMENTOUX
ET THIBAUD PIERRE

* Prière d'adresser vos dons à Mme Geneviève Castelluccio, L'Action Française 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 19

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Raymond Sultra, 17,78 ; Robert Thomas (3 mois),

45,75 ; Joseph de Lajudie, 20 ; Mme Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 ; Georges Delva, 50 ;

Bernard Nicolas, 20 ; Mme Monique Labadie, 50 ; François Favre, 50.

Total de cette liste : 439,15 €
Listes précédentes : 43 258,60 €

Total : 43 697,75 €
Total en francs : 286 613,54 F

Non-agression

La communauté de renseignement et le haut commandement militaire américain semblent décidés à éviter un conflit armé avec l'Iran : avant la publication du rapport de la communauté américaine de "rens" relativisant la menace nucléaire iranienne, le patron de la CIA, Robert Gates avait rencontré Mahmud Ahmadinejad en marge de la récente conférence du Conseil de Coopération du Golfe au Qatar. Selon nos sources, une sorte de traité de non-agression aurait été signé entre les Gardes de la révolution et les représentants des forces armées des États-Unis.

Intox ?

Que signifie exactement le sketch de la vedette "iranienne" (vraiment ?) lancée à l'abordage de la flotte américaine qui croise dans le détroit d'Ormuz ? Les iraniens possèdent des sous-marins ultra silencieux qui leur permettraient de couler quelques nefs américaines. Énigmatique "incident" qui, s'il avait mal tourné, pouvait peut-être s'apparenter à celui de la baie du Tonkin, à l'explosion du Lusitania ou à celle de l'USS Maine qui furent les prétextes aux entrées en guerre des États-Unis au Viêt-Nam, en 1914-18 contre le Kaiser et en 1898 contre Cuba.

Moscou-Téhéran : l'axe du gaz

Manouchehr Mottaki, le ministre des Affaires étrangères iranien, a proposé à la Russie de créer une compagnie gazière conjointe. Téhéran et Moscou ne seront plus concurrents mais partenaires. L'Iran et la Russie ont les deux premières réserves mondiales de gaz naturel. Les industries hydrocarbures des deux pays s'orientent vers d'autres devises que le dollar pour ce qui est de la vente de leurs produits, dans un climat de fragilisation de la devise américaine. Téhéran et Moscou prendraient-ils la main ?

S. de K.

CHYPRE ET LE KOSOVO

Le dilemme d'Ankara

« **L**orsque les efforts diplomatiques sont épuisés, d'autres solutions sont mises sur la table. Nous voyons clairement cette diplomatie au Kosovo, dans lequel certaines formules se sont révélées vaines. Cela aura certainement un impact sur Chypre. » (1)

L'indépendance du Kosovo créera un précédent et renforcera l'assise de la partie nord de Chypre. Ce faisant, elle confortera la volonté de séparation du Kurdistan irakien.

Ces propos tenus par le chef de la délégation chypriote turque à l'ONU, Özdiil Nami, sont révélateurs des répercussions qu'aurait une éventuelle indépendance unilatérale de la province serbe du Kosovo. Occupé depuis 1974 par l'armée turque, Chypre Nord a déclaré son indépendance en 1983 sans être agréé par les Nations Unies.

À l'exception d'Ankara et de Bakou, la république turque de Chypre, n'est reconnue par aucune capitale, à l'inverse de la partie sud membre de l'UE. Depuis 2004 et le rejet du plan Annan, qui prévoyait la réunification de l'île sur une base confédérale, la situation a peu évolué. Ce projet s'était paradoxalement attiré aussi bien l'hostilité des Grecs, qui le jugeait trop favorable à la partie Nord (absence du droit au retour des réfugiés, statut flou des colons anatoliens), que de membres de l'état-major turc qui y voyaient une remise en cause de leur présence militaire.

Devant ce blocage qui empêche la partie nord de l'île de bénéficier de la qualité de membre de l'UE et de la manne financière qui en découle, le regard des dirigeants chypriotes turcs se tournent aujourd'hui vers le Kosovo. Effectivement, après l'échec des négociations entre Serbes et Albanais, Pristina, avec l'aval des États-Unis et de plusieurs

États européens, a annoncé qu'elle proclamerait son indépendance dans le courant de l'année prochaine. Cette déclaration serait faite en dehors du cadre juridique des Nations Unies, puisque la Russie en tant que membre du conseil de sécurité a menacé d'y opposer son veto. C'est ce parallèle que sont tentés de mettre en avant les Chypriotes turcs pour modifier leur situation auprès de l'Union européenne avec l'idée d'obtenir à terme une reconnaissance de Bruxelles.

Néanmoins, Ankara a conscience qu'un tel argumentaire est à utiliser avec parcimonie dans la mesure où il pourrait se retourner contre elle en légitimant les aspirations sécessionnistes kurdes dans l'hypothèse d'une indépendance du Kurdistan irakien.

L'impossible équation

« **Il n'y a pas de parallélisme entre le problème du Kosovo et le problème kurde. Notre politique sur le Kosovo est conçue totalement indépendamment de nos problèmes internes.** » (2) Cet aveu en forme de dénégation d'un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères a bien du mal à convaincre. Au milieu des années 90 en plein conflit tchétoche, la Turquie s'était vue adresser de véhémentes critiques de la part de Moscou, suite aux soutiens apportés par des membres de la classe politique turque au nom de la "solidarité islamique" à la guérilla séparatiste.

Pour Ankara voici le dilemme : il est évident que l'indépendance du Kosovo créera un précédent et renforcera l'assise de la partie nord de l'île. Ce faisant elle confortera la volonté d'indépendance du Kurdistan irakien. La Turquie vit dans la crainte que ses citoyens d'origine kurdes y trouvent une inspiration. Cette hantise est particulièrement présente dans les milieux nationaux-républicains turcs. À leurs yeux, les Européens, au nom de principes comme le respect des droits des minorités, légitiment les aspirations des séparatistes kurdes. Cela conduirait dans un premier

temps à la mise en place d'une structure fédérale sur le modèle espagnol ou belge, prélude à l'éclatement de la République kémaliste.

Si comme l'a notifié officiellement un diplomate turc, le « **Kosovo a atteint un point de non-retour. Il est de fait indépendant** » (3). Il n'en demeure pas moins que la diplomatie turque reste en retrait et évite de s'engager ouvertement sur cette question. Pour reprendre la formule de Necati Özfatūra, éditeur au quotidien islamonationaliste *Türkiye*, la Turquie « **ne doit ni trop aller de l'avant, ni trop rester en arrière** » (4) et suivre à son rythme la marche à la reconnaissance entamée par les pays européens et les États-Unis. Curieusement, il semble à la lecture de la presse turque que la dimension affective à l'égard des Balkans soit peu à peu retombée. On est loin des manchettes de journaux qui proclamaient, il y a une quinzaine d'années que « **la Bosnie ne sera jamais une nouvelle Andalousie** ». Özfatūra se borne juste à rappeler qu'il y a, en Turquie, « **des compatriotes d'origines kosovares... Aujourd'hui les Serbes représentent 5 % de la population. Au Kosovo, les Albanais étaient présents avant les Serbes. La présence de vieilles églises serbes au Kosovo, n'est pas un motif suffisant pour justifier les droits de Belgrade. Il reste qu'avant 1913, le Kosovo était une province albanaise, et l'Albanie un morceau de l'empire ottoman.** » (5)

Un imbroglio international

Outre la question kurde la relative prudence du gouvernement turc se comprend aussi à l'aune de ses relations avec les pays du Caucase. La Russie pourrait de cette manière arguer du précédent kosovar pour demander la reconnaissance internationale de l'Abkhazie, et de l'Ossétie du sud, provinces géorgiennes sécessionnistes, que Moscou soutient. Cela, alors que la Turquie a établi d'étroites relations avec Tiflis, en particulier dans le domaine énergétique avec les oléoducs en pro-



Tançrède Josseran

venance de la Caspienne. Dans le cadre du conflit au Nagorny-Karabakh, enclave arménienne en Azerbaïdjan, indépendante de fait de Bakou depuis 1994, la position d'Ankara prend une tournure acrobatique. Comment peut-elle se faire le chantre de l'intégrité nationale de son allié azéri, réclamer la restitution du Nagorny-Karabakh, tout en prenant fait et cause pour l'indépendance du Kosovo... La position de Moscou et de Nicosie semble obéir à une stratégie d'ensemble. En soutenant Chypre aux Nations Unies, la Russie bloque toute initiative favorable aux Chypriotes turcs ; en retour Chypre agit au sein même de l'Union Européenne pour s'opposer à l'indépendance du Kosovo. Cependant, pour les Chypriotes grecs, le vrai nœud du problème réside moins dans l'indépendance du Kosovo, que dans une déclaration unilatérale d'indépendance, qui, en créant un précédent, ouvrirait la voie à des revendications de même ordre chez les Chypriotes turcs. Pour Nicosie, un tel processus aurait pour conséquence de légitimer définitivement la partition de l'île d'Aphrodite.

TANCRÈDE JOSSERAN

* *Tançrède Josseran dirige l'observatoire du monde turc et des relations euro-turques dans la Lettre Sentinel Analyses & Solutions.*

(1) *Turkish Daily News*, 27 décembre 2007, Fulya Özerkan, « *Northern Cyprus eyes Kosovo decision for own future* ».

(2) *Turkish Daily News*, 14 décembre 2007, Barçın Yınanç, « *Turkey set to recognize Kosovo's independence* ».

(3) *Ibid.*

(4) *Türkiye*, 25 décembre 2007, Necati Özfatūra, « *Balkanlar'da tedirginlik* », [Inquiétude dans les Balkans].

(5) *Türkiye*, 8 décembre 2007, Necati Özfatūra, « *Kosova'da kritik günler* », [Jours critiques au Kosovo].

Crise au Pakistan

La crise politique au Pakistan s'étend après l'assassinat de "l'homme" des Américains, Benazir Bhutto. Mais n'est-ce pas l'intervention et l'occupation américaine en Afghanistan qui ont déclenché cette crise politique ? Les services secrets pakistanais, l'ISI, dont les intérêts sont imbriqués avec ceux de la mouvance islamiste, ceux des combattants du Kashmir et d'Afghanistan ainsi qu'à ceux des tribus pachtoun, réorienteront la politique pakistanaise à mesure que la marge de manœuvre des États-Unis se réduit tant sur le plan diplomatique que financier. Lorsque les islamistes verront qu'ils n'ont plus aucun intérêt à une alliance avec les États-Unis, bien des choses pourraient changer dans la région.

Le Pakistan est une puissance nucléaire instable qui ne semble pas préoccuper outre mesure les tambours de guerre "néo-conservateurs" de la revue *Commentary* ou du *Meilleur* des mondes.

Sarkozy en Arabie, Bush à Abu Dhabi

Les deux chefs d'État sont en visite auprès des monarchies pétrolières wahhabites. Les dossiers ne manquent pas : la paix en Terre Sainte, le trou noir irakien, la "menace" nucléaire iranienne, la prise de participation des fonds souverains aux fleurons industriels et financiers des nations occidentales, la crise interbancaire... Mais aussi le scandale BAE, peut-être le plus grand scandale financier de l'histoire...

Chavez et les Farc

Après la libération de deux otages, Chavez a fait savoir que les Forces armées révolutionnaires de Colombie étaient une force politique conventionnelle et qu'il demandait à ce que leur nom soit ôté de la liste des organisations terroristes. Décavant.

Complotiste ?

L'ancien chef d'État italien Francesco Cossiga a donné un entretien au *Corriere della sera* selon lequel les attaques du 11 septembre 2001 sur les tours du World Trade Center à New York étaient l'aboutissement d'une opération conjointe de services se-

crets américains et israéliens aujourd'hui connue des services secrets du monde entier. Étonnant.

Fonds souverains

Le système bancaire occidental a évité la banqueroute suite à la recapitalisation des banques de première importance par les fonds souverains asiatiques et arabes. Ces fonds ont recapitalisé les premières banques américaines, Citigroup, Morgan Stanley et Merrill Lynch ainsi que le géant suisse UBS. Vous pourrez lire dans nos colonnes "Aspects du Monde" une page consacrée à ces fonds d'investissement pas comme les autres dans notre prochain numéro.

S. de K.

George W. Bush en Terre sainte

Le périple du président américain au Proche et Moyen-Orient, et particulièrement en Israël et dans les territoires palestiniens, apportera-t-il les résultats escomptés ?

On voit difficilement l'actuelle administration américaine aller au-delà des déclarations lénifiantes et des vœux pieux.

George Bush s'est rendu à Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne, une première dans l'histoire des relations américano-palestiniennes. Il a officiellement promis un État aux Palestiniens, émettant le souhait que cela se concrétise au cours de l'année en cours, c'est-à-dire avant la fin de son mandat. On comprend qu'après ses échecs diplomatiques et ses revers militaires dans la région, il veuille terminer sa présidence par un succès qui serait un véritable éclat.

Le fait même de cette visite est un succès de prestige, un soutien, pour le président palestinien, Mahmoud Abbas.

La colonisation israélienne

Devant le parlement israélien, il a parlé des « territoires occupés » depuis 1967 par l'État hébreu. Un acte d'audace pour un président des États-Unis. Cette affirmation pose ouvertement le problème épineux de la colonisation israélienne dans ces territoires.

Washington osera-t-il, pourra-t-il, imposer, car il s'agit bien de cela, un « gel » de cette colonisation et ensuite le démantèlement, au moins partiel, de certaines colonies. On pourrait en douter.

Les dirigeants israéliens semblent résignés à laisser une petite partie de la vieille ville de Jérusalem à l'État palestinien pour qu'il puisse y installer sa capitale. Il semble également qu'une forme



Mur de séparation à Jérusalem est

d'internationalisation du contrôle des lieux saints de Jérusalem puisse être envisagée. Mais sans le gel immédiat de la colonisation, qui se développe actuellement, y compris à la lisière de cette parcelle de vieille ville que l'on va laisser aux Palestiniens, et sans la destruction d'une partie des colonies sauvages, aucune solution durable n'est envisageable.

Or, en attendant la preuve du contraire, on voit difficilement l'actuelle administration américaine pouvoir aller au-delà des déclarations lénifiantes et des vœux pieux.

Nous aurions tellement voulu avoir tort dans ce pessimisme !

Le grand défi

Sur le plan géopolitique régional une constatation s'impose : quatre pays constituent la *poudrière du monde* : le Pakistan, l'Iran, l'Afghanistan et l'Irak. Avec un problème commun, l'islamisme radical qu'il soit chi'ite ou sunnite, car la distinction entre les deux est plus « occidentale » que réelle.

Pour désamorcer la crise incontrôlable qui pourrait éclater dans ces quatre pays, il faudrait agir à la marge. La création d'un véritable État palestinien, permettant enfin à ce peuple d'avoir une patrie, un certain apaisement au Liban, qui ne tarde que trop, et un début, fût-il timide, de normalisation avec la Syrie, sont autant d'éléments qui pourraient désamorcer la crise ailleurs. Les islamistes privés du terreau palestinien, des relais terroristes que sont le Hezbollah et le Hamas seront inévitablement amenés à la modération, laquelle, par définition, serait le commencement de leur fin.

Politique de l'autruche

Voici donc le grand défi lancé par l'Histoire à M. Bush en fin de son mandat. Pourrait-il le relever ? Il n'est pas rééligible, il n'a donc pas à tenir compte des contingences électorales. Mais le président des États-Unis, quel qu'il soit, est-il « l'homme le plus puissant du

monde » comme on le dit à tort ? George Bush a-t-il la vision d'un grand homme d'État pour imposer sa vision ?

Les semaines qui viennent nous le diront.

George Bush a désigné un officier supérieur américain, le général Frayser, connu pour son impartialité et son sens de la diplomatie, comme représentant permanent pour suivre la crise israélo-palestinienne et arbitrer les conflits qui pourraient surgir, autrement dit pour faire avancer et concrétiser les idées lancées au cours de ce voyage.

Le secrétaire d'État, Mme Rice, va sans doute multiplier ses déplacements dans la région. Les États arabes amis de l'Occident, menacés par le radicalisme islamique, sont pressés d'arriver à une solution, et la diplomatie française œuvre activement dans le même sens.

Le temps presse. Le feu couve. Il est temps de mettre fin à la politique de l'autruche et de passer aux actes.

PASCAL NARI

Hillary Clinton dissimule une ambition dévorante voire pathologique.



Lecture salutaire contre journalistes imbéciles

Éffaré de constater « que les cerveaux de nos « gros médias » (français, NDLR), dès 2004 (année de la précédente élection américaine, NDLR), aient soudain, pour la plupart, envisagé l'élection présidentielle nord-américaine comme un sujet de politique intérieure française » - à tel point que « leur stupeur et leur indignation furent du plus haut comique en découvrant que l'électeur yankee ignorait les consignes de vote de la presse française » - Patrick Gofman met son talent de polémiste au service d'une enquête sur l'ex-first lady et candidate souhaitée par la presse hexagonale, Hillary Clinton.

Signant un véritable pamphlet, et se servant de nombreuses sources, notamment collectées aux États-Unis, pour retracer la carrière de la dame, il affirme que le « bilan consternant de Bush bis fait planer sur les USA - et donc sur le monde entier - la menace d'une seconde avalanche d'éthique clintonienne sur la Maison Blanche ». Présentée comme la « coprésidente », Hillary Clinton « a [en effet] laissé derrière elle à Washington [une] série de scandales interminable ». De même, il tient à préciser « qu'elle a voté tous les crimes de Bush (fils, NDLR) au Sénat, des deux mains et des deux pieds, [que] c'est son ad-

ministration de gauche qui a systématisé, en 1995, les prisons secrètes et les chambres de torture de la CIA ».

Au final, Hillary Clinton « dissimule sous un masque composite et variable son principal ressort : une ambition dévorante et pour tout dire pathologique ». Allant jusqu'aux « limites de la criminalité pour amasser richesse et pouvoir », selon Barbara Olson...

ARNAUD NAUDIN

* Hillary démasquée, par Patrick Gofman. Éd. Pardès. En librairie ou 12 euros franco à Pardès, BP 11, 77880 Grez-SL.

Dernières nouvelles du traité

L'Assemblée nationale a entamé mardi 15 janvier l'examen du projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Lisbonne. Les débats ont été ouverts dans l'après-midi, après le rejet dans la matinée d'une proposition du groupe GDR (rassemblant notamment des élus communistes) visant à organiser un référendum.

Ce jour-là, Libération dénonçait en une « le débat interdit » ; dans son éditorial, Laurent Joffrin s'étonnait de cet « étrange contraste » : « le traité constitutionnel avait enflammé le pays » ; « le « mini-traité », version peu modifiée du même texte, rencontre une indifférence massive et s'apprête à franchir les obstacles parlementaires dans une quasi-clandestinité ». Le quotidien a-t-il été converti au « nonisme » par son nouveau directeur ? Celui-ci s'en défend, préférant jouer les gardiens d'une démocratie insuffisamment respectée... Ces paradoxes apparents sont pourtant inhérents au régime.

Signe du désintérêt de nos compatriotes pour le sujet, nous n'avons recensé que deux ouvrages consacrés au traité modificatif européen. Le premier est une publication des versions consolidées des textes amendés. Le second, rédigé par Jean-Luc Sauron *, se veut plus pédagogique. À première vue, il s'éloigne rarement de la paraphrase juridique, se risquant de temps en temps à quelques commentaires teintés d'une europhilie assumée... Il contribue néanmoins à rendre plus accessible au profane la nouvelle « charte constitutionnelle » de l'UE.

Si celle-ci entre en vigueur, le Conseil européen devra se choisir un président. Les candidatures sont ouvertes ! Nicolas Sarkozy n'a pas caché l'identité de son favori, invité le 12 janvier au conseil de l'UMP. Fidèle à ses positions atlantistes, le président de la République pourrait soutenir Tony Blair, dont le gouvernement avait entraîné le Royaume-Uni dans le borbier irakien... Voilà qui devrait rassurer les tenants d'une « Europe non alignée ».

G.D.

* Jean-Luc Sauron : Comprendre le traité de Lisbonne. « Texte consolidé intégral des traités, explications et commentaires ». Gualino éditeur, 351 pages, 20 euros.

Attali contre-révolutionnaire ?

Dans son rapport sur les « freins à la croissance » qu'il doit remettre le 23 janvier au président de la République, Jacques Attali proposerait, dit-on, de faire disparaître « progressivement » les départements dénoncés comme « sources de gaspillage ».

Ce n'est certes pas nous qui pleurerons sur ces "cadeaux" de la Révolution. Celle-ci voulut dès 1789 frapper de mort les vieilles provinces nées de l'Histoire dont les noms parlaient aux cœurs et auxquelles étaient attachées tant de cultures et tant de coutumes. Il fallait faire "table rase" de ces fleurons qui enrichissaient la France et il fallait du même coup créer des citoyens tous semblables, interchangeables, mûrs pour être moulés selon l'idéologie nouvelle. Peu s'en fallut que la France fût divisée en 80 carrés égaux de 324 lieux carrés de superficie. Barnave mit un peu de finesse dans cette géométrie imaginée par Thouret, et l'on eut les départements tracés de façon telle que le chef-lieu pût être joint en une journée de voyage avec les moyens de transport d'alors.

Cet échelon administratif est-il devenu obsolète ? Pour nous, il importe surtout de savoir si les départements peuvent être remplacés par les 26 Régions créées en 1962 selon le tracé des départements qu'elles regroupent, donc aussi artificielles que ceux-ci, guère plus et parfois moins enracinées dans la ferveur des populations. Au sein de la Région Rhône-Alpes, par exemple, les Vivarois, les Dauphinois, les Foréziens, les Savoyards sont aujourd'hui beaucoup plus attachés à leurs départements (Ardèche, Drôme, Loire, Savoie...) qu'à l'abstraction technocratique qui prétend les malaxer.

Et de ci de là en France les résistances à la suppression du chiffre départemental sur les plaques d'immatriculation des voitures ne manifestent-elles pas le besoin des Français de connaître et faire connaître le lieu de leurs attaches ?

La suppression des départements dans l'état actuel des choses n'aurait rien de contre-révolutionnaire. Seuls les anciens "pays" de France devraient être reconstitués. Faute de quoi le nettoyage envisagé ne reviendrait qu'à éloigner encore plus l'administration de l'administré et à faire peser sur celui-ci tout le poids des Régions et bientôt des Grandes Régions, technocratiques et uniformisatrices, sortes de berceau du "citoyen européen" de partout et de nulle part...

MICHEL FROMENTOUX

Le Roi devant les rois

En souvenir de la venue sur terre, il y a bien longtemps, du Roi des rois que des mages, eux-mêmes rois de contrées lointaines, vinrent ado-

La tempérance comme vertu cardinale chrétienne a de longtemps précédé la sobriété des décroissants contemporains et autres tenants d'un développement durable.

rer sous le coup d'un lumineux pressentiment dans la forme d'un nourrisson dénudé, les confiseurs ont encore, en ce début d'année, enflé leur chiffre d'affaires en vendant des tartes aromatisées à ces Français qui ont perdu décidément le goût de tout sauf de la chère. Tout est bon pour consommer et, comme diraient Luc Chatel et Jacques Attali en chœur, même les fêtes chrétiennes paganisées, pourvu que ça nourrisse la croissance.

En attendant cette ignoble croissance replète que l'on nous promet pour Pâques ou la Trinité, il y en a qui déjà ont raflé le beurre et son argent, la galette et l'oseille et assez de blé transgénique pour faire crever de faim le reste de la planète, à qui il ne reste même plus assez d'eau pour se la mettre à la bouche. C'est ce que Benoît XVI, premier défenseur de la planète et de ses peuples, ne s'est pas privé de rappeler au monde dans son homélie de l'Épiphanie : « On

ne peut pas dire de fait, que la globalisation soit synonyme d'ordre mondial : bien au contraire, les conflits pour la suprématie économique et le contrôle des ressources énergétiques hydriques et des matières premières rendent difficile le travail de ceux qui, à tous les niveaux, s'efforcent de construire un monde juste et solidaire. Il y a un grand besoin d'une espérance plus grande, qui permette de préférer le bien commun de tous au luxe de quelques-uns et à la misère de beaucoup. [...] S'il existe une grande espérance, on peut alors persévérer dans la sobriété. Si l'espérance vient à manquer, on cherche le bonheur dans l'ébriété et dans le superflu, dans les excès et l'on va à sa propre perte et à la perte du monde. La modération n'est pas seulement une règle ascétique, mais aussi un chemin de salut pour l'humanité. »

Les premiers écologistes

Il est assez rare aujourd'hui que l'on entende un gouvernement rappeler une telle évidence, et convoquer conséquemment à une sorte de simplicité volontaire pour qu'on le souligne, et qu'on l'admire, quand bien même l'on ne partagerait pas la foi de Benoît XVI et de l'Église catholique*. Notons aussi, si l'on veut décidément des actes après les belles paroles, que le Vatican est devenu maintenant le premier État au monde "énergétiquement neutre", avec le financement de la plantation et de l'entretien dans

une province d'Autriche d'une forêt qui absorbe l'équivalent en gaz à effet de serre de ce qu'émet la colline romaine. On entend déjà les climato-sceptiques ricaner. Qu'ils ne s'en privent pas, tant que cela leur est permis.

On entend encore les séparatistes laïcards grogner contre les leçons que dispense le Pon-



Benoît XVI

"Premier défenseur de la planète et de ses peuples"

tife au reste du monde. Ils ne voient certes pas qu'une nouvelle fois en l'absence de pensée du surnaturel, on oublie la nature elle-même et que c'est au contraire la foi dans un autre Royaume, qui ne dispense pas de l'entretien des présents royaumes. La tempérance comme vertu cardinale chrétienne a de longtemps précédé la sobriété des décroissants contemporains et autres tenants d'un développement durable.

C'est d'ailleurs du christianisme que sont sortis les premiers écologistes, et il ne pouvait en être autrement. C'est ce qui, outre le péril où nous sommes, autorise Benoît XVI à réaffirmer qu'« il est désormais évident, qu'uniquement en adoptant un style de vie sobre accompagné par un engagement sérieux, pour une juste redistribution des richesses, il sera possible d'instaurer un ordre de développement juste et durable. Pour ce faire, on a besoin d'hommes qui nourrissent une grande espérance et qui possèdent également beaucoup de courage. Le courage des mages qui entreprirent un long voyage en suivant une étoile, et qui surent s'agenouiller devant un Enfant pour Lui offrir leurs dons précieux. Nous avons tous besoin de ce courage, ancré à une solide espérance. »

Pauvreté choisie

Loin des grotesques démonstrations à la Rodney Starck qui voudraient nous faire accroire que la gloire du catholicisme serait d'avoir inventé le capitalisme, comme de celles des post-léninistes qui rêveraient pouvoir affirmer que l'espérance en un monde futur délivre du souci des temporelles contingences, Benoît XVI rappelle que la pauvreté choisie a une double efficacité, pour ici et pour là-haut. Et il ne nous déplaît pas que ce soit en la fête de Rois, ces images, sans le souci du pauvre, n'étant jamais que des pantins.

JACQUES DE GUILLEBON

* Ces propos de Benoît XVI nous rappellent les efforts de Benoît XV en faveur de la paix, tant loués par Charles Maurras (Le Pape, la Guerre et la Paix).

CHRONIQUE

L'oracle du saumon

■ Il me souvient d'avoir lu, assez récemment, en une de ces feuilles consacrées au répertoire des billes-ques quotidiennes, que le saumon avait reparu dans les eaux

Il faut bien lire les messages fortuits venus du mystère ambiant.

de la Seine. Je crois bien que déjà auparavant un autre confrère m'avait annoncé que ce poisson de belle réputation avait, comme autrefois, franchi victorieusement les zones fangeuses ou nauséabondes du fleuve jadis royal. Alors, l'heure est peut-être venue d'invoquer la Petite Fille Espérance chère à Péguy, et de prévoir que l'on reverra aussi bientôt les esturgeons dont le dernier représentant fut pêché sur la rive de la proche banlieue, au siècle avant-dernier... « Rien ne nous empêche », dit mon ami Polydore, « de voir dans ces résurrections étonnantes de l'Histoire un signe envoyé par les puis-

sances célestes. Après tout, les lettres du nom grec désignant le poisson furent interprétées comme les initiales d'une inscription à la louange du Sauveur. Rien n'est de trop pour la piété de nos mémoires... »

Mystérieux message

Dans les lointains millénaires, nos aïeux créditaient le Corbeau, et la Corneille plus souvent encore, d'une inspiration prophétique. Pourquoi refuserait-on à des poissons de grand renom le pouvoir jadis reconnu à l'hirondelle d'annoncer le printemps ? Sans doute, des esprits chagrins préfèrent l'adage contraire : « Une hirondelle ne fait pas le printemps ! » Mais rien ne nous em-

pêche de supposer qu'une étude attentive de la "salmonomantique" annonce, après les journées encore glaciales à l'heure où j'écris, un retour à la tiédeur, sinon à la canicule..

Dans les brumes du soir, je crois retrouver une pensée de Rabalais vantant « la confiance dans les choses fortuites, qu'on appelle Pantagruélien ». Parmi les manifestations de cette vertu singulière et trop méconnue, mon autre conseillère habituelle, ma cousine Dorothee Follavoine, me recommande de ne point oublier la bizarre intrusion sur nos rivages, d'une caisse d'ananas, arrachée à un cargo, un jour de récente tempête. Polydore avoue qu'il eût préféré un apport de bouteilles de whisky, échouées dans les mêmes circonstances, il y a quelques années. Mais à défaut de breuvage

écossais, les ananas peuvent constituer ce qu'on nommait jadis une "aubaine", mot qui originellement désignait la dévolution au souverain local des biens des étrangers défunts sans héritiers connus. Mais peu importe au fond la nature, modestement ou noblement délectable de ces "aubaines" au sens large du terme.

Ces étranges apparitions sur le littoral peuvent être considérées comme une faveur indue envoyée du Ciel, voire comme un mystérieux message... Il se peut même que, par égard pour leur possible origine sacrée, toutes ces "aubaines" restent l'objet d'un dévotieux respect, et que l'on repoussera avec indignation la perspective de lamper le whisky, de servir les ananas au dessert, et d'accommoder le saumon à la mayonnaise. L'essentiel, dit Polydore, c'est de bien lire les messages fortuits venus du mystère ambiant, avec une noble et pieuse confiance dans nos lendemains...

JEAN-BAPTISTE MORVAN

Pour en terminer avec la défense sociale "nouvelle" !

L'examen à l'Assemblée nationale, le 8 janvier, du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental, notamment des délinquants sexuels (projet sur lequel le gouvernement a déclaré l'urgence, le 3 janvier 2008), bien qu'il ait été adopté devant un hémicycle quasiment désert, a sou-

La société doit être considérée comme un corps vivant dont il s'agit d'extirper, chaque fois que c'est nécessaire, toute pathologie propre à le faire mourir.

levé, comme à l'accoutumée sur ce type de question délicate, un concert de protestations. Ces dernières, formulées par une gauche bobo, marijuanesque et toujours aussi inconséquente, jettent à nouveau la lumière sur une philosophie qui, bien que sérieusement contestée depuis quelques années, irrigue encore les sous-basements de notre droit pénal.

Un homme nouveau

Cette doctrine que nous avons plusieurs fois vilipendée dans ces colonnes est la théorie de la défense sociale "nouvelle", par opposition à la défense sociale dite "classique" inspirée des conceptions criminologiques du XIX^e siècle (école positiviste italienne, notamment). Elle fut ex-

posée par un des ses principaux instigateurs, le magistrat Marc Ancel, dans son célèbre *La Défense sociale nouvelle, un mouvement de politique criminelle humaniste*.

Selon cette théorie, dont les zéloteurs, au premier rang desquels on trouve Robert Badinter, s'évertuent à soutenir qu'elle n'a jamais prônée l'angélisme ni la « délinquophilie », c'est moins la société qu'il s'agit de protéger contre le criminel que de chercher à resocialiser celui-ci, au nom de sa dignité d'homme. Ce faisant, elle est très empreinte des idéaux "droit-de l'hommes", ce qui n'est pas la moindre de ses tares dans la mesure où elle prétend corriger et réformer le délinquant en vue de sa réintroduction au sein du corps social.

Une telle approche est éminemment dangereuse, tant pour la société elle-même qui prend le risque d'accorder une nouvelle fois sa confiance à un individu dont le tort principal est précisément l'avoir trahie par un acte irréversible, que pour le délinquant lui-même qui, non seulement n'aura pas forcément intériorisé la sanction pénale, mais encore devra se prêter à des stages obligatoires de réinsertion et de purification médicale et morale. On connaît les résultats désastreux des tentatives de fabrication de "l'homme nouveau" sous les régimes nazis et communistes.

De ce point de vue, la défense sociale nouvelle est une doctrine totalitaire et périlleuse pour

l'homme. Son pseudo enracinement dans le christianisme est une imposture dans la mesure où elle nie radicalement une dimension essentielle de celui-ci, à savoir la liberté de l'homme. Celui-ci est né libre donc responsable de ses actes, excepté l'hypothèse de son aliénation mentale.

Une loi totalitaire

Le projet de loi précité n'a pas totalement rompu avec cette vision irénique de la politique pénale, notamment lorsqu'il instaure une rétention de sûreté dans un centre socio-médo-judiciaire de sûreté dans lequel est proposé au délinquant, de façon permanente, une prise en charge médicale et sociale destinée à permettre la fin de ladite rétention et seulement dans le cas où ce dernier serait affecté d'un trouble grave de la personnalité, ou d'une particulière dangerosité caractérisée par la probabilité très élevée de commettre à nouveau une infraction du type meurtre ou assassinat, torture ou actes de barbarie, viol, enlèvement ou séquestration. De plus cette rétention de sûreté est valable pour une durée d'un an, et la décision de rétention de sûreté prise par la commission régionale de la rétention de sûreté est même susceptible de recours devant une commission nationale.

À l'heure où l'on supprime à coups de serpe un certain nombre

de tribunaux, au motif de restrictions budgétaires et d'allègement des charges de l'État, ces "comités" Théodule vont générer une double perte de temps et d'argent. Il serait plus simple de revenir aux anciennes mesures de relégation dans des établissements spécialisés géographiquement éloignés... En bref, il ne s'agit pas de sombrer dans la victimologie naïve et pleurnicharde, mais de reprendre attache avec un certain bon sens répressif qui, selon des principes naturels fondamentaux, considère la société comme un corps vivant dont il s'agit d'extirper, chaque fois que c'est nécessaire, toute pathologie propre à le faire mourir. On relèvera, par ailleurs, un aspect positif du projet adopté par les députés qui consiste à marquer un attachement légitime à l'enclenche pénale, au sein de laquelle la victime se voit reconnaître officiellement cette qualité (sur ce point nous souscrivons à l'instauration de l'ordonnance d'irresponsabilité pénale en audience publique, en lieu et place du traditionnel non-lieu pour raison psychiatrique).

Conditionné par une idéologie ancienne, le gouvernement de "rupture" de M. Sarkozy éprouve de réelles difficultés à s'en affranchir. Il faudrait pourtant sérieusement en finir avec cette défense sociale "poubelle" !

ARISTIDE LEUCATE
aleucate@yahoo.fr

EURO

Le cirque continue

Interrogés sur les bienfaits de l'euro sur la conjoncture française, une grande partie des économistes auront tendance à

Taux de change surréaliste, inflation induite, désaffection populaire, l'euro va droit dans le mur et coûte très cher à l'économie française. Pourtant, Bruxelles maintient fièrement le cap...

formuler une réponse ambiguë se résumant à peu de chose près à ceci : « à défaut de faire du bien, cela n'a sans doute pas fait de mal ». D'autres, plus idéologues dans l'âme, réciteront purement et simplement le bréviaire lénifiant de la BCE sur la stabilité des prix et les menaces de l'inflation. Ainsi, alors que la zone euro s'est étendue, le 1^{er} janvier, à quinze pays, avec l'entrée de Chypre et de Malte, il est extrêmement difficile de disposer d'études objectives sur le véritable bilan de la devise européenne.

Tout se passe comme si la pensée dominante jetait un voile pudique sur l'horizon grisâtre de la monnaie bleue.

Mais, à l'évidence, les peuples ne se laissent plus bernier. Seuls 36 % des Allemands sont favorables à la monnaie unique, selon un sondage publié le 16 décembre par l'institut Forschungsgruppewahlen. Dans notre pays, la défiance est comparable, comme en témoigne un sondage FT-Harris estimant que 67 % des Français pensent que l'union monétaire a eu un impact négatif. Les européistes, dont le projet était de créer une identité commune par la monnaie, en sont pour leurs frais.

Soyons clairs, la France paie depuis plusieurs décennies pour une chimère. Dans les années 80 et 90, la politique du franc fort, ayant pour but d'arrimer à tout prix notre monnaie au deutsche mark, puis les efforts consentis pour faire converger les devises européennes ont freiné notre économie en augmentant considérablement le coût de l'argent et provoquant, de ce fait, une pénurie d'investissement. En 2002, le pas-

sage effectif à l'euro a fait disparaître tous les repères habituels en monnaie nationale et permis une hausse insidieuse des prix à la consommation. Ainsi la Slovénie, entrée dans la zone euro l'année dernière, a vu son inflation pratiquement doublée en 2007 pour atteindre 5,7 %.

Mais, la situation la plus préoccupante aujourd'hui est celle de plus en plus ubuesque des taux de change, avec un euro de plus en plus cher qui ne cesse de s'apprécier par rapport au dollar et au yuan. Tandis que les États-Unis et la Chine utilisent leur devise respective comme une arme commerciale, la BCE refuse d'agir et de baisser ses taux directeurs afin de rétablir un semblant de parité entre les monnaies. Avec un euro valant aujourd'hui presque 1,50 dollar, contre 0,80 il y a quatre ans, notre économie traîne un boulet considérable. Ce dernier a pour effet de freiner les exportations et d'accélérer les importations sur les échanges en dehors de la zone euro, c'est-à-dire 46 % de notre commerce extérieur. Cette baisse mécanique de compétitivité est dévastatrice et, par exemple,

coûté cette année 1,5 milliard d'euros au groupe Airbus.

Face à cela, les partisans de l'euro rétorqueront qu'une monnaie surévaluée permet tout de même de payer les importations moins chères et donc de minimiser les répercussions de la hausse des matières premières – pétrole en tête –, ainsi que de bénéficier de produits chinois à des prix encore plus bas. Certes, cet avantage est réel, mais soulignons qu'il vaut peu de chose dans un monde libre-échangiste où les capitaux et les investissements sont de plus en plus volatiles. Ainsi, un autre groupe aéronautique, Dassault, envisage de « délocaliser la production en zone dollar ». L'opération est doublement gagnante : bénéficier d'un coût du travail rendu automatiquement moins élevé par la seule grâce du taux de change et, éventuellement, vendre au prix fort les produits en les réimportant dans la zone euro.

Il est donc possible pour les grands groupes de s'accommoder de l'euro cher, mais ne doutons pas que pour les petites entreprises et le tissu industriel français les termes de l'échange soient toujours perdants.

NICOLAS VEY

ÉVALUATION DES POLITIQUES, DÉVALUATION DU POLITIQUE

La culture du chiffre n'a plus de limite au sommet de l'État. François Fillon a annoncé au début du mois la dernière innovation en la matière : la notation des membres de son gouvernement. La tâche a été confiée à un cabinet privé de conseil, Mars & Co, ce qui en dit long sur la dévalorisation de l'État aujourd'hui. Cette opération qui est présentée comme une rationalisation de l'action publique peut difficilement masquer l'absence d'orientations stratégiques. Les cabinets ministériels se proposent de « faire parler les statistiques ». Il ne fait pas de doute que ces derniers vont bavarder, alimenter le grand cirque médiatique et assommer l'opinion publique sous une avalanche de données sans queue ni tête.

LOGEMENT, L'USINE À GAZ DU DROIT OPPOSABLE

La loi sur le droit au logement opposable est entrée en vigueur le 1^{er} janvier. Adopté sous la pression des diverses associations de défense des "sans" (sans domicile, sans papier...), ce texte crée la possibilité, dans un certain nombre de cas, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif lorsqu'une demande de logement social est restée sans réponse. Outre créer un nouveau moyen de chantage sur les pouvoirs publics, ce dispositif n'apporte aucune réponse à la question de la misère dans notre pays. La véritable avancée serait de repenser totalement la gestion des logements sociaux, laissée à l'abandon depuis des décennies.

TVA SOCIALE, LES INCOHÉRENCES DE FILLON

Bien placée dans le palmarès des fausses bonnes idées, la TVA sociale – correspondant à une hausse de 2 % de la TVA afin de financer les déficits sociaux – refait son apparition par la voix du Premier ministre. Après avoir provoqué le tollé qui a coûté cher à l'UMP lors des dernières législatives, elle fait bafouiller François Fillon. Celui-ci, invité le 13 janvier au Grand Jury RTL a assuré qu'il n'y aurait pas d'augmentation de la TVA en 2008, conformément à la loi de finance votée à l'automne. Quelques minutes plus tard, il a cependant déclaré, à propos de la TVA sociale, que « rien n'est abandonné » et qu'il y aura « un débat sur le sujet cette année ». Pour Fillon, la TVA sociale n'est donc pas une hausse de la TVA, mais un nouvel impôt...

N.V.

LE LIVRE NOIR DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Réquisitoire contre l'horreur

■ Alors que les députés Lionel Luca et Hervé de Charette viennent de déposer à l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à reconnaître l'existence du génocide vendéen, les éditions du Cerf s'apprêtent à publier sous la direction du père dominicain Renaud Escande un monumental Livre noir de la Révolution française calqué sur le Livre noir du communisme paru il y a dix ans sous la direction de Stéphane Courtois. Ce dernier figure d'ailleurs aux côtés d'historiens comme Emmanuel Leroy-Ladurie, Jean Tulard ou Pierre Chaunu au sommaire de ce nouvel ouvrage qui devrait comme son illustre devancier déchaîner les passions. Il prend en effet résolument le contre-pied de l'histoire idéologique et progressiste qui voile les aspects totalitaires de la période révolutionnaire derrière les vapeurs droit-de-l'hommes des Lumières.

L'ouvrage se compose de trois parties : un tableau historique des crimes de la Révolution, une évocation des plus brillants auteurs contre-révolutionnaires et enfin une anthologie de textes saisissants. Tous les articles mériteraient d'être mentionnés, on nous excusera donc de n'en citer que quelques-uns.

Dans la première partie on trouvera entre autres, et outre des contributions de Jean-Christian Petitfils, Xavier Martin, Marc Crapez et Dominique Paoli, un Saint-Just fasciste ? du constitutionnaliste Frédéric Rouvillois, La guerre de Vendée : guerre civile, génocide, mémoricide de Reynald Secher, et Le découpage révolutionnaire du territoire, entre utopie et technocratie de Christophe Boutin. Une interrogation de Jean Sévillia, rédacteur en chef adjoint au Figaro-Magazine clôt

ces réflexions historiques : Fêtera-t-on le tricentenaire de la Révolution ?

Du côté des études consacrées aux maîtres de la Contre-révolution, mentionnons tout aussi arbitrairement Balzac, critique organique de la Révolution française, du directeur associé de La Nef, Jacques de Guillebon, Augustin Cochin et la "nouvelle histoire de la Révolution, du constitutionnaliste Philippe Lauvaux, Charles Péguy : Révolution, république, démocratie de l'écrivain Rémi Soulié, La Terreur par la pitié : Hannah Arendt ou la Révolution du théologien Fabrice Hadjadj. Sans oublier un texte sur Charles Maurras de son biographe, Stéphane Giocanti.

Monument disions-nous, livre de combat surtout, écrit pour que se dissipe l'étrange loi du silence qui absout les crimes du jacobinisme et de la Terreur, refusant

d'admettre dans ces accès morbides de foules assoiffées de sang les prémices du siècle des totalitarismes que fut le XX^e siècle. Il est grand temps que s'ouvre un procès longtemps occulté par l'action conjointe de l'école républicaine et de la démagogie politicienne. Non parce qu'il faudrait traîner notre pays dans la boue, mais parce que c'est en rendant justice aux martyrs royalistes et catholiques morts pour n'avoir pas voulu renier leurs attachements spirituels et terrestres que la France pourra enfin se regarder en face et mettre fin à deux siècles d'imposture républicaine.

PIERRE LAFARGE

* Renaud Escande (dir.), Le Livre noir de la Révolution française, Cerf, 884 p.



L'ACTION FRANÇAIS 2000 - Ce Livre noir de la Révolution française paraît presque vingt ans après les célébrations du bicentenaire qui avaient donné lieu à de nombreuses publications. Certains se souviendront du livre de René Sédillot, *Le coût de la révolution française*, ou encore des ouvrages de Reynald Sécher sur le génocide vendéen. Depuis lors, nous avons vu émerger une querelle autour des travaux de François Furet, puis comme une suite à cela un débat autour du Livre noir du communisme. Que s'est-il passé depuis lors ?

JEAN TULARD - Il faut d'abord remarquer que, paradoxalement, le bicentenaire a donné lieu à un réquisitoire contre la Révolution, y compris pour des gens venus de la gauche comme Furet : la révolution était décrite comme un dérapage, une perte de contrôle qui, si elle n'était pas entièrement condamnable, ne méritait pas une telle commémoration. Après le bicentenaire on a pu constater un tarissement des publications qui abondaient précédemment.

De Robespierre à Lénine

A.F. 2000 - Vous avez évoqué le nom de François Furet. Sur ses traces d'autres historiens ont entamé un véritable examen cri-

LE PROFESSEUR JEAN TULARD « Ce fut la revanche des humiliés, pas celle des opprimés »

■ Jean Tulard est le grand spécialiste de Napoléon. Membre de l'Institut (Académie des Sciences morales et politiques) après avoir été directeur d'études à l'École pratique des hautes études, professeur à l'université de Paris-Sorbonne et à l'Insti-

tut d'études politiques de Paris, il est l'auteur d'une cinquantaine d'ouvrages. Il a collaboré au Livre noir de la Révolution française à paraître ce lundi aux éditions du Cerf. Ouvrage collectif regroupant les noms des plus grands spé-

cialistes, ce pavé jeté dans la mare de la mémoire nationale fait le bilan des destructions révolutionnaires qui ont pesé et à bien des égards pèsent encore sur les destinées de la France. Il a bien voulu répondre à nos questions.

tique du communisme et partant de sa paléontologie, la Terreur jacobine : le directeur du Livre noir du communisme, Stéphane Courtois a également collaboré à ce Livre noir de la révolution française. Comment envisagez-vous cette collaboration ?

J.T. - Je ne suis pas surpris de voir des personnalités abusées par l'idéologie communiste, qui ont commencé leurs recherches sur le communisme les poursuivre par des travaux sur la période révolutionnaire. C'est le même réflexe qui est à l'œuvre dans les deux révolutions. Des liens très étroits unissent le communisme à la Révolution française. Lénine admirait Mathiez, le grand robespierriste de la Sorbonne. Des noms de révolutionnaires ont été donnés à des navires soviétiques. Il était nécessaire que le rapport Krouchtchev, critiquant le modèle stalinien de la révolution communiste conduite à une révision de la révolution française, tant la révolution russe s'était constituée en héritière de la Révolution française.

A.F. 2000. - Pourquoi la Révolution a-t-elle été si sanglante ?
J.T. - Tout d'abord il y a les excès de la foule révolutionnaire avec ses

débordements sanglants. Enfin et surtout la Terreur. En effet la Terreur est irréductible à des "débordements". La Terreur est voulue pour terroriser les adversaires : dès le 14 juillet, lorsque la foule promène la tête de Launay cela n'a pas d'autre but. Il s'agit dès lors d'annihiler les résistances. La guillotine est dissuasive, mais lorsque l'on promène les condamnés dans une charrette au pas sur des kilomètres avant d'arriver à l'échafaud nous avons déjà à faire à un système terroriste. Les noyades de Nantes aussi sont dissuasives, lorsque les pêcheurs à la ligne sur les bords de Loire ont vu passer les cadavres au fil de l'eau ça a dû tempérer leurs sentiments contre-révolutionnaires.

La haine et l'envie

A.F. 2000 - Vous avez écrit il y a plus de dix ans *Le Temps des passions : espérances, tragédies et mythes sous la Révolution et l'Empire*. À quelles passions la Révolution a-t-elle donné libre cours ?

J.T. - La haine et l'envie. Je vous répondrai en citant un mot de Na-

poléon : « Qu'est-ce qui a fait la Révolution ? La vanité. La liberté n'a été qu'un prétexte. » Il s'agissait de détruire une société bloquée, dont la mobilité sociale s'était réduite.

Il y eut la haine de Marie-Antoinette entretenue par les gazettes et les chansons évoquant sa toilette et sa brioche. La Révolution trouve sa source dans la lutte de la vanité des uns contre l'arrogance des autres. Ce fut la revanche des humiliés, pas celle des opprimés. Avec la nationalisation des biens du clergé émerge une nouvelle classe dominante, celle des bourgeois acquéreurs de biens nationaux : l'aristocratie laisse sa place à la ploutocratie. En effet, les révolutions sont toujours une bonne occasion de faire fortune.

A.F. 2000 - N'est-ce pas d'abord la passion de l'égalité comme l'a dit si justement Tocqueville ?

J.T. - Il faut appeler les choses par leur nom. Ce à quoi se refusent le libéral fumeux Tocqueville et ses disciples. Préférez lui l'ultra Fiévée, ce contre-révolutionnaire qui rejoindra Bonaparte d'ailleurs, qui dans son merveilleux roman *La dot de Suzette* rend si bien compte de ce que j'évoquais à l'instant : l'en-

vie, la vanité, l'ambition et la cupidité. J'ai jadis écrit un petit livre sur Fiévée, mais je vous renvoie surtout à la conclusion de mon livre *Les révolutions* paru chez Fayard.

A.F. 2000 - Croyez-vous ces passions toujours à l'œuvre dans la société française ?

J.T. - C'est évident. Elles sont partout à l'œuvre. On ne change pas l'homme, et s'il n'y avait pas l'enfer il n'y aurait pas d'histoire. C'est l'éternelle histoire d'Iznogoud.

Corruption

A.F. 2000 - Comment expliquer le contraste entre la réalité de la Révolution française et sa perception à l'école, dans les médias et dans la vie politique ?

J.T. - On ne peut pas dire que la déclaration des droits de l'Homme procède des iniquités révolutionnaires, l'on retient plutôt Valmy que la Terreur. C'est le fruit d'une politique. Voyez Mitterrand. Cet homme cultivé qui devait d'ailleurs connaître Fiévée, (il lui succéda sur le fauteuil de préfet de la Nièvre) a choisi de célébrer le bicentenaire de la fausse bataille de Valmy en 1989 alors qu'elle eut lieu en 1792 ! Il savait ce qu'il faisait. ! En célébrant Valmy il gommait les massacres de septembre, que pourtant cette fausse victoire, achetée par Danton à Brunswick avec les bijoux de la couronne, rendit plus odieux encore, leur ôtant toute justification.

Avec Valmy tout le monde est content, cette bataille, qui n'a pas versé de sang, est une victoire française remportée avec les canons de la monarchie ; Louis-Philippe y était, ce qui contente les orléanistes, ainsi que Kellermann que Bonaparte fit duc de Valmy, ce qui satisfait les bonapartistes.

A.F. 2000 - Quel est selon vous l'aspect le plus noir

REYNALD SECHER

La Vendée à l'épreuve de l'Histoire

C'est une chaîne de télévision russe, *Russia Channel*, qui, la première, a demandé à Reynald Secher un film au sujet du génocide vendéen. Ce film de 40 minutes a été programmé une première fois le 1^{er} novembre 2007, à l'heure de plus grande écoute, pour le lancement de l'année du quatre-vingt-dixième anniversaire de la révolution de 1917, et diffusé deux autres fois au cours de cette même année.

Pour les Russes, explique Reynald Secher, en effet, le génocide vendéen est, en quelque sorte, le modèle suivi par Lénine qui a lui-même fait référence à la Vendée. Le meilleur exemple de cette filiation, est celui de la répression de la révolte paysanne de Tambov de 1919 à 1921, dans laquelle, l'un des responsables militaires de l'opération ordonnait : « **Les forêts où les bandits se cachent doivent être nettoyées par l'utilisation de gaz toxiques. Ceci doit être soigneusement calculé afin que la couche de gaz pénètre les forêts et tue quiconque s'y cache.** »

Cette antériorité des républicains français, par rapport aux massacres révolutionnaires qui ont ensanglanté l'Europe et le monde au cours des XIX^e, XX^e et XXI^e siècles, a été encore rappelée par Soljenitsyne, lors de son intervention à l'inauguration du mémorial vendéen aux Herbiers en 1993.



C'est contre la négation du génocide vendéen, organisée aujourd'hui par certains universitaires bien en cours, que, depuis des années, lutte Reynald Secher, et, en dernier lieu, par une contribution essentielle au *Livre noir de la Révolution française*, que Pierre Lafarge présente dans les colonnes ci-contre

Pour la Vendée, le concept génocidaire s'est imposé à la Convention, en avril 1793, à peu près deux mois après les premiers soulèvements consécutifs à la levée en masse et à l'exécution du roi. Les deux étapes de la mise en œuvre législative de ce concept furent la loi d'anéantissement, votée le 1^{er} août suivant, puis la loi d'extermination du 1^{er} octobre.

Pendant la Virée de Galerne, du 18 octobre à la fin du mois de

décembre 1793, alors qu'une grande partie de la population rurale a suivi la Grande Armée catholique et royale, dans cette aventure qui tourna au désastre, une première technique de destruction fut expérimentée : minage préventif des maisons, empoisonnement des puits, etc. C'est l'échec relatif de ces techniques qui nécessita, dès novembre le recours aux massacres systématiques des prisonniers, par les fusillades, sabrages, les noyades et par la guillotine. A partir du 21 janvier 1794, date choisie pour son sanglant symbole, furent lancées, sous le commandement suprême de Turreau, les "colonnes infernales", dont on sait de quelles horreurs elles se rendirent coupables.

On estime le nombre total des victimes de ces divers moyens génocidaires à quelque deux cent mille personnes, en majorité des femmes et des enfants, avec toutes les conséquences humaines et démographiques, dont les effets se font peut-être encore sentir. Dans les agglomérations où passèrent les "colonnes infernales", on considère que 60 % de l'habitat a été détruit ; dans certaines communes, comme celle des Petits-Lucs, c'est la totalité de l'habitat et presque 100 % de la population qui disparaîtront.

PROPOS RECUEILLIS
PAR GRÉGOIRE LACROIX

►► de la révolution française ?
J.T. - Il y en a tant... Je serai tenté de dire la Terreur, qui ajoute au sang la corruption. L'aspect le plus noir est peut-être d'avoir inventé le régime parlementaire et son corollaire, la corruption. Prenez l'exemple du décret de la compagnie des Indes.

Se dessine dès les débuts de ce nouveau type de tyrannie qu'est la dictature des Chambres le désir effréné de se maintenir. Le décret des deux-tiers est là pour l'attester. On assiste à la destruction de la démocratie que l'on croyait instaurer. La brigue, la corruption et la banqueroute (l'assignat...) en plus de la Terreur.

Un nouveau regard

A.F. 2000 - Quel changement positif peut-on directement attribuer à la Révolution française ?

J.T. - La vente des biens nationaux... Cela a permis l'avènement des notables (notaires, magistrats, médecins...) qui ont assuré une certaine stabilité. Ils se sont substitués à des nobles à bout de souffle.

A.F. 2000 - Le livre noir de la Révolution française contribuera largement à l'inversion de tendance depuis le départ des Mathiez et des Soboul... Quels progrès historiographiques sur la période révolutionnaire discer-

nez-vous ?
J.T. - Quelques progrès notables, en réalité. Pour l'essentiel un regard moins complaisant sur l'événement. Vovelle, personnage très sympathique au demeurant, héritier de Soboul et Mathiez a été très largement marginalisé et ses ouvrages n'ont plus le succès qu'ils connaissaient avant le bicentenaire et la chute du communisme.

A.F. 2000 - Comment faire changer le regard du plus grand nombre à qui l'on enseigne encore la Révolution française comme un temps fondateur et même enchanté de l'histoire de France, en particulier dans les écoles ?

J.T. - C'est très difficile. Pour arriver à un tel résultat il faudrait une terreur blanche. La déférence à l'égard de la Révolution est tellement ancrée dans les mœurs, c'est la formation même des enseignants qui est en jeu, beaucoup ont été formés à l'école de Soboul. Je note tout de même un progrès, Furet commence à faire son effet, ils n'en sont pas encore à Tulard ! (rires).

A.F. 2000 - Vous qui êtes un passionné de cinéma, ne croyez-vous pas que cela puisse être un moyen d'articuler l'histoire savante avec la culture populaire ?

J.T. - Je constate que le traitement de Bonaparte au cinéma est très

contrasté, de même pour Marie-Antoinette. La Marie-Antoinette du Front populaire, de Renoir, produite avec l'argent de la CGT et dont Mathiez fut le conseiller historique et technique n'est pas celle de Delannoy incarnée par Michèle Morgan, ni celle de Sofia Coppola. Le cinéma est dans ces matières plus un reflet de l'époque et de ses pré-occupations. Les films témoignent de la manière dont le regard sur la Révolution a changé plus qu'ils n'y contribuent.

A.F. - 2000 - Quel regard l'historien que vous êtes jette-t-il sur l'enseignement de l'histoire à l'école, au lycée voire à l'université ?

J.T. - Désabusé. J'en suis en partie responsable. Je n'ai que très peu enseigné au lycée. Et j'ai consacré tous mes efforts à dégager l'histoire napoléonienne de l'anecdote d'une part et à le prémunir de la nouvelle histoire de l'autre. Entre Castelot et Braudel ça n'a pas été simple. Voilà quelle fut ma contribution à la discipline.

A.F. 2000 - Vous avez dit « L'historien est au service de la vérité et non de la morale », l'histoire révolutionnaire n'est-elle pas une annexe de la morale « républicaine » ?

J.T. - C'est tout à fait cela...

PROPOS RECUEILLIS

Balzac et les fondements de la société

■ Il n'y a de solide et de durable que ce qui est naturel, et la chose la plus naturelle en politique est la famille. La Famille doit être le point de départ de toutes les Institutions. Un effet universel démontre une cause universelle ; et ce que vous avez signalé de toutes parts vient du Principe social même, qui est sans force parce qu'il a pris le Libre-Arbitre pour base, et que le Libre-Arbitre est père de l'Individualisme. Faire dépendre le bonheur de la sécurité, de l'intelligence, de la capacité de tous, n'est pas aussi sage que de faire dépendre le bonheur de la sécurité, de l'intelligence des institutions et de la capacité d'un seul. On trouve

plus facilement la sagesse chez un homme que chez toute une nation. Les peuples ont un cœur et n'ont pas d'yeux, ils sentent et ne voient pas. Les gouvernements doivent voir et ne jamais se déterminer par les sentiments. Il y a donc une évidente contradiction entre les premiers mouvements des masses et l'action du pouvoir qui doit en déterminer la force et l'unité. Rencontrer un grand prince est un effet du hasard, pour garder votre langage ; mais se fier à une assemblée quelconque, fût-elle composée d'honnêtes gens, est une folie.

Honoré de Balzac

Ce texte est emprunté à un dialogue du *Curé de village*, roman de Balzac daté de 1839, où l'intrigue n'est qu'un prétexte à la présentation d'idées chères à l'auteur. L'analyse des dégâts économiques et sociaux causés par le libéralisme, une hostilité au règne de l'Argent qui va jusqu'au dégoût ont attiré à Balzac la sympathie de penseurs marxistes comme Lukacs, Wurmser ou Barbéris. Déjà Friedrich Engels, admirateur de sa "dialectique révolutionnaire", voyait en Balzac un théoricien de la lutte des classes, qui a parfaitement décrit et condamné le pouvoir avilissant de l'argent. Victor Hugo n'avait-il pas dit : « **À son insu, qu'il le veuille ou non, qu'il y consente ou non, l'auteur de cette œuvre immense et étrange est de la forte race des écrivains révolutionnaires. Balzac va droit au but. Il saisit corps à corps la Société moderne.** »

On en est arrivé au point que la critique moderne passe souvent sous silence la partie positive de la pensée du romancier, pensée royaliste et catholique, pour ne voir qu'une critique de l'Argent qui, coupée de ses origines, passe pour révolutionnaire.

Balzac commence par affirmer que la famille est la cellule de base de la société et que c'est un fait naturel. Nous sommes déjà loin de l'individualisme du Contrat social. Il voit, à l'origine de la thèse libérale, le Libre-Arbitre, la pensée autonome, indépendante de toute structure sociale et de toute discipline intellectuelle extérieure à l'individu. Il découle de cette thèse libérale que chacun possède un droit égal de participer à la direction de la Cité.

L'Ordre naturel

Balzac va réfuter cette conséquence de l'individualisme anti-social. « **On trouve plus facilement la sagesse chez un homme que chez toute une nation.** » De cette proposition découle une critique de la démocratie : on ne peut se fier ni au peuple en général ni à ses représentants. L'opinion publique est une réaction épidermique des

masses à laquelle Balzac oppose la décision prise en toute connaissance de cause (« **les gouvernements doivent voir et ne jamais se déterminer par les sentiments** ») par un gouvernement indépendant.

Le texte se termine par une critique du régime d'assemblée. On trouve parfois un grand prince mais jamais une bonne assemblée, « **fût-elle composée d'honnêtes gens** ». On pense à l'assemblée élue en 1871 sans combinaisons électorales, la plus honnête et la plus représentative que la France ait jamais eue, et qui ne sut que montrer l'impuissance inhérente à cette institution. Balzac aurait apprécié à sa juste valeur le mirage des "bonnes élections".

L'Or ou le Sang

Il faut étudier dans Balzac les bouleversements sociaux liés à la Révolution, en particulier les conséquences de la vente des biens nationaux. Citons *La Rabouilleuse*, *Une ténébreuse affaire*. Plus connu encore, le *Père Grandet* « **eut pour un morceau de pain, légalement, sinon légitimement, les plus beaux vignobles de l'arrondissement** ».

Dans *le Bal de Sceaux*, un des romans les plus importants pour comprendre ses idées politiques, nous avons une approbation sans réserve de la sagesse politique de Louis XVIII, ni libéral, ni ultra, sachant, si nécessaire, mettre un frein aux ambitions exagérées de ses protégés.

Il déclare dans l'avant-propos de *La Comédie humaine* : « **J'écris à la lueur de deux vérités éternelles, la religion et la monarchie, deux nécessités que les événements contemporains proclament et vers lesquels tout écrivain de bon sens doit essayer de ramener notre pays.** » Ainsi, loin d'être révolutionnaire, la peinture balzacienne de la société annonce les fortes analyses de Charles Maurras dans *L'Avenir de l'Intelligence* : le pouvoir bienfaisant de la famille, de l'hérédité ou la grossière dictature des richesses, l'Or ou le Sang.

GÉRARD BAUDIN

21 janvier 1793

LE MEURTRE DU PÈRE

Les Français assistent chaque année plus nombreux le 21 janvier aux messes célébrées pour le repos de l'âme du roi Louis XVI (voir page 15). La rupture fondamentale opérée il y a 215 ans dans la continuité française leur apparaît dans toute sa gravité : il suffit de constater la politique titubante et suicidaire que mènent depuis lors les politiciens improvisés, aussi fâts qu'incompétents, sans cesse à la recherche d'une impossible durée institutionnelle.

Le crime du 21 janvier fut tout autre chose qu'un accès de fièvre politique : ceux qui le perpétrèrent s'en prenaient non pas à la personne du roi mais au principe qu'il représentait. Ils voulaient extirper de la vie française la continuité historique et, du même coup, renier le caractère sacré de la fonction royale. Les "torts" du roi étaient inhérents à sa naissance, à son héritage. Tant qu'il vivrait, la Révolution ne pourrait avoir totalement raison.

C'est en ce sens qu'il faut parler de crime absolu. Avec le meurtre de Louis XVI fut portée à son paroxysme la prétention de ne plus rien devoir à la sagesse traditionnelle, de "faire table rase du passé", de recommencer l'histoire avec les seules ressources de la raison raisonnée et raisonneuse.

« En coupant la tête à son roi, la France a commis un suicide. » Cette phrase de Renan nous revient chaque année en mémoire. Il est grand temps d'aller plus loin et d'examiner en face ce péché originel de la société moderne. Les tambours de Santerre qui, en ce froid matin de janvier, place de la Concorde, empêchèrent Louis XVI de parler à son peuple avant d'être livré à la machine de Guillotin, nous les entendons encore marquer la rupture avec toutes les lois naturelles et divines. Elisabeth Badinter l'a clairement dit : « On aura compris que le rejet du Roi et du Père est ici plus profondément celui de la transcendance. » Les dogmes de 1789 visant essentiellement à arracher la politique et toutes les relations sociales à tout enracinement temporel et à tout lien surnaturel sont toujours là, systématisant toujours plus la Révolution dans les intelligences et dans les mœurs. Mais le sang de Louis XVI immolé sur l'autel de ce que nous abhorrons nous crie plus que jamais de sceller à nouveau le pacte avec la lignée capétienne et de remettre à la base de nos institutions ce fait d'amour et de paternité qui reste le seul gage de pérennité pour la France.

MICHEL FROMENTOUX

Une encyclopédie de la France de Louis XIV

À partir de la paix d'Aix-la-Chapelle (1668) commence pour Sébastien Le Prestre de Vauban, ce militaire-né, fils de

Voyageant à travers toute la France, Vauban a dressé, à partir de ses notes, un tableau détaillé du royaume aux environs de 1700.

gentilhomme pauvre, une vie errante qui durera jusqu'à sa mort (1707). Son aptitude au commandement et ses compétences techniques ont été très tôt discernées. Grâce à un pouvoir lucide, qui a reconnu son génie, et qui ne lui ménage pas les crédits, il dirige des sièges (Besançon, Dôle, Maastricht, Namur notamment), défend Brest contre les Anglais (1674) et entoure le royaume d'une admirable ceinture de forteresses. Ce qui ne l'empêche pas, en soldat d'une bravoure incontestable, de s'exposer dans la tranchée, toujours en première ligne.

En 1703, comme il a soixante-dix ans, le roi lui fait comprendre que le travail d'ingénieur, tout honorable qu'il soit, ne correspond pas à sa nouvelle dignité de maréchal de France. Alors, le 24 octobre 1706, Vauban demande son

congé. Il avait dirigé une cinquantaine de sièges, construit ou amélioré quelque trois cents places, exécuté de nombreux travaux civils, notamment le canal de Saint-Omer, les jetées d'Honfleur, l'aqueduc de Maintenon. Il avait rédigé, ou dicté, des milliers de lettres, mémoires, ou instructions qui emplissent aujourd'hui encore une partie des archives du Génie.



Or, de ces documents, tout n'avait pas été publié. En particulier, ceux qu'il estimait les plus importants d'entre eux : *Les Oisivetés de M. de Vauban, ou Ramas de plusieurs mémoires de sa façon sur divers sujets*. Autrement dit, il avait rassemblé le fruit de ses loisirs, récits de voyages, méditations, lectures, en douze volumes qu'il avait fait relier. Le département des manuscrits de la

Bibliothèque nationale en possède trois, les autres appartiennent à la famille de Rosambo, qui compte Vauban parmi ses ancêtres, et qui a accepté qu'ils soient microfilmés et publiés. Mme Michèle Virol a dirigé l'intégralité de leur publication, avec l'aide d'une équipe de vingt spécialistes reconnus.

Voyageant à travers toute la France, s'adaptant à tout, observant en particulier les domaines et les sujets où il faut compter, dénombrer, organiser, établir des plans, Vauban a constitué, à partir de ses notes de voyage, un étonnant fichier, une véritable encyclopédie du royaume aux environs de 1700.

Éclectisme

Certes, il s'est intéressé, en priorité, à tous les sites présentant un intérêt stratégique : Brest et son goulet, les places des Alpes, les "villes forestières" d'Allemagne du Sud. Ses préoccupations majeures sont "l'attaque" des places et leur "défense". Lorsqu'il est question de négociations de paix en 1694, il trouve que « **Strasbourg ne se doit non plus restituer que le faubourg Saint-Germain** » et que Luxembourg ne doit être rendue qu'après démolition complète de sa citadelle.

Mais il se préoccupe également de la vie économique du

royaume, du canal du Midi en particulier. Il souhaiterait qu'il comportât davantage de pont-canaux et que l'on puisse connecter la navigation intérieure avec la Méditerranée et l'Océan. Il porte aussi un grand intérêt aux forêts, indispensables pour la construction navale. Plus curieusement à l'élevage des porcs et à la capacité de reproduction des truies ; car ce qu'il appelle « **la cochonnerie** » lui apparaît essentiel pour l'alimentation des équipages.

Sa réflexion s'étend bien au-delà du territoire métropolitain. Vers Alger, à laquelle il consacre une page. Mais surtout au Canada, dont il fait l'apologie : « **Il s'y trouve de tout et beaucoup plus que dans ceux [les pays] dont il ne se tire que de l'or ou de l'argent.** » « **Si seulement Voltaire l'avait lu** », s'exclame, en note, M. André Charbonneau.

Enfin le plus célèbre des mémoires de Vauban, *La Dîme royale*, figure également dans *Les Oisivetés*. Il préconise une unification fiscale et administrative du royaume, réalisée par le pouvoir absolu du roi et qui préfigure ce que l'on appelle improprement le "despotisme éclairé".

Les Oisivetés de Vauban constituent une publication d'une importance capitale pour la connaissance non seulement de la personnalité de leur auteur, mais aussi de tous les aspects du royaume aux alentours de l'an 1700.

RENÉ PILLORGET

* *Les Oisivetés de M. de Vauban*. Éd. Champ Vallon, 1792 p., 44 euros.

L'immigration jacobite au royaume de France

Comme le soulignent tant l'auteur que son préfacier, le professeur Philippe Loupès, ce livre analyse un mouvement d'émigration vers la France pour des raisons essentiellement

La France absolutiste n'était pas repliée sur soi ni "frileuse".

religieuses qui fut le pendant de la fuite des protestants hors du royaume à la suite de la révocation de l'édit de Nantes. Or autant cette fuite, qui fit perdre à la France une élite (certes plus ou moins rebelle, mais une élite quand même) et en donna une mauvaise image est bien connue, autant l'installation dans le royaume de toute une noblesse restée fidèle à la foi catholique cruellement persécutée outre-Manche et au roi Jacques II – d'où le nom de "Jacobites" donnés à ces Irlandais, pour la grande majorité, Écossais et Anglais – devrait être, davantage qu'une source de fierté, un argument *pro domo suo*. Pour le dire naïvement, la France absolutiste n'était pas repliée sur soi ou "frileuse". Mais le malheur veut que cette immigra-

tion jacobite soit, quant à elle, méconnue et donc peu étudiée. C'est cette ignorance que le livre de Patrick Clarke de Dromantin – qui vient d'obtenir grâce à lui le prix Renaissance – vient dissiper magistralement.

Le succès d'une immigration

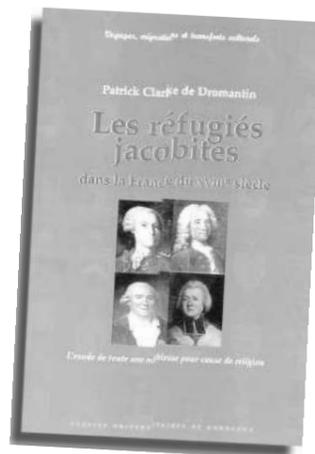
Dans une première partie, dont le titre reprend avec opportunité des thématiques actuelles « **France, terre d'asile : l'assimilation civile et sociale** », le livre analyse les procédures d'accès à la nationalité française, la reconnaissance des titres nobiliaires et les modalités de « **l'insertion des Jacobites dans la société française : alliances matrimoniales, enracinement dans la terre de France et ses modes de vie** ». La naturalisation n'est pas un droit, mais nécessite une démarche « **volontariste** », le plus souvent satisfaite parce que favorisée par un État qui procède cependant préalablement à des enquêtes sérieuses (analogues à celles que nous connaissons aujourd'hui). L'accès à la noblesse fut plus compliqué et tardif (il est vrai que ce ne fut pas son premier

sujet de préoccupation), et de grandes familles négligèrent de faire partie du second ordre français.

La deuxième et la troisième partie s'intéressent aux contributions éminentes des Jacobites à la bonne fortune de l'État : pré-

et de leur réussite souvent remarquable (John Holker fut à Rouen le père de l'industrie textile française). Ils furent en somme "une chance pour la France", comme la France fut leur chance.

Mais doit-on en tirer quelques conclusions d'ordre général et surtout actuel ? Ce n'est pas le propos de l'auteur : « **Il n'était pas question ici de faire des Jacobites on ne sait quels parangons de l'émigration, mais simplement de faire connaître leur existence, leurs mérites et leur influence trop longtemps injustement ignorés par l'historiographie française** ». L'unité religieuse militante, la sympathie politique pour les Stuarts réfugiés en France, la présence traditionnelle de corps irlandais dans l'armée française rendent en effet plus naturel un succès éclatant (qui eut quelques ratés cependant). Le fait est qu'il fut possible.



sence aux armées, dans la haute administration et au sein de l'Église ; activités économiques – parfois fondées sur des transferts de technologie décisifs – et commerciales : en France, dans les colonies ou en Extrême-Orient. Ces analyses témoignent du bon accueil qui fut fait aux Jacobites

Francis VENANT
francisvenant@voilafr

* *Patrick Clarke de Dromantin, Les réfugiés jacobites dans la France du XVIII^e siècle. L'exode de toute une noblesse pour cause de religion*, Presses Universitaires de Bordeaux, Pessac, 2005, 525 pages,

Gallo le patriote

Vingt et un avril 2002. Étonnante soirée que celle qui vit l'éviction du candidat socialiste dès le premier tour de l'élection présidentielle. Elle devait pour moi se terminer par une traversée de Paris en compagnie de Basile de Koch, Frigide Barjot et Raphaël Chevènement ren-

Le 31 janvier prochain, le romancier, historien et homme politique Max Gallo sera reçu à l'Académie française. Retour sur le parcours atypique d'un fils d'immigrés italiens enfin réconcilié avec l'histoire de France.

contrés au QG de campagne du père de ce dernier. Quelques heures auparavant, à peine les résultats connus, je me revois assaillis de question en compagnie de Max Gallo par une journaliste du *Point* : « Jean-Pierre Chevènement a-t-il perdu son pari électoral pour avoir voulu trop ouvrir à droite ? » Notre réponse était la même : « Il a perdu justement de ne pas avoir assez ouvert à droite. »

De Robespierre à Estienne d'Orves

Né à Nice en 1932, agrégé et docteur en Histoire, Max Gallo revient de loin. Jusqu'en 1956 et aux événements de Budapest, ce fils de résistant était même encarté au Parti communiste : « Je ne suis pas entré au PC comme un fils de bourgeois qui a des complexes de classe

et qui voit dans le prolétaire un messie, mais comme un ouvrier qui subit une injustice ou pense en subir une. Dès que je suis devenu un intellectuel qui lit des livres, j'ai trouvé qu'il était complètement idiot d'être communiste. » Devenu universitaire, élu député socialiste des Alpes-Maritimes en 1981, puis nommé porte-parole du troisième gouvernement Mauroy, cet ancien thuriféraire de Robespierre a fini par comprendre que la France était née avant 1789 et que sa construction devait tout aux capétiens.

S'il n'est pas royaliste, il est désormais convaincu comme Péguy en son temps (« La république, notre royaume de France ») qu'il existe une certaine continuité dans l'histoire de notre vieille nation. Symbole de cette évolution, il a signé un hommage remarqué à Honoré d'Estienne d'Orves dans la défunte revue monarchiste *Immédiatement*. Il viendra même débattre avec ses rédacteurs au café de la Mairie, place Saint-Sulpice, l'œil amusé et la mèche rebelle dans une ambiance enfumée et devant une salle comble de jeunes gens en manque d'action. « L'euro est aujourd'hui un fait mais je crains qu'il ne conduise à l'émiettement de la France en régions et au triomphe du communautarisme. Libéralisme, fédéralisme, communautarisme : les trois piliers de l'Europe sont étrangers à l'histoire de France », leur confiera-t-il. Ironie de l'histoire que ce compagnonnage avec des jeunes pousses non-conformistes, pour une large part directement issues

de l'Action française, lui qui s'était fait proprement entarter par des camelots du roi lors du bicentenaire de la Révolution.

Déçu par Jean-Pierre Chevènement, qu'il avait suivi des lendemains de Maëstricht à la débâcle de la campagne présidentielle de 2002, il a basculé à droite, comme tant d'autres nou-

Panthéon. À défaut d'être enterré derrière les lourdes portes de ce dernier comme nombre de ses héros, il est désormais Immortel.

Biographe populaire de Louis XIV, Napoléon, Victor Hugo ou encore du général de Gaulle, Max Gallo est de la fibre des André Castelot, Alain Decaux (qui le recevra sous la coupole) et autres Pierre Miquel. Ce qui lui sied c'est la geste, l'épopée. L'Histoire comme aventure collective autant que comme fruit de destins singuliers.

Réconcilié avec l'Histoire de France, Max Gallo l'est aussi avec la foi catholique. Cette foi, il l'a retrouvée à Saint-Sulpice, tel Paul Claudel à Notre-Dame de Paris ou André Frossard à la chapelle de l'Adoration réparatrice de la rue d'Ulm. C'était le jour du baptême du fils de son ami Régis Debray. Lorsque Nicolas Sarkozy évoque les racines chrétiennes de la France au Vatican, c'est que Max Gallo lui a soufflé. Avec Henri Guaino il forment un tandem de choc. Sur ce plan-là, au moins, on avance.

À 76 ans, Max Gallo semble aussi vert que le jeune garçon qui dévalait les rues en pente de sa ville natale. Il n'attend pas son heure, mais celle de la France. Il sait qu'elle n'est pas morte, qu'elle peut se réveiller. À condition d'en finir avec cette guerre civile qui ravage notre pays depuis deux cents ans : blancs contre bleus, laïcards contre catholiques, droite contre gauche, gaullistes contre vichystes... Il faudra bien en finir un jour. Il en est persuadé. Il y travaille.

PIERRE LAFARGE



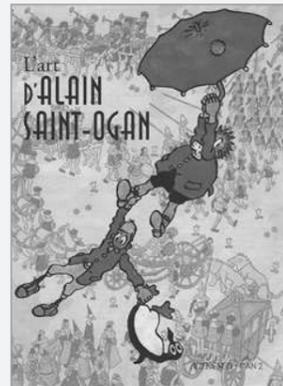
veux réactionnaires, et soutenu ouvertement Nicolas Sarkozy lors de la dernière élection présidentielle. Comme s'il n'arrivait pas à rompre définitivement avec les allées du pouvoir qu'il hante à sa façon depuis vingt-cinq ans.

Historien polygraphe

Écrivain prolifique voire polygraphe, il se lève chaque matin avant l'aube pour travailler dans son bureau de la place du

Alain de Saint Ogan

Ce bel album en collaboration avec le Centre national de la bande dessinée et de l'Image, retrace la carrière de ce dessinateur de génie, inspirateur d'Hergé.



Le premier, il introduit le phylactère en France, et crée le personnage du Pingouin Alfred, au départ simple personnage secondaire, puis faire-valoir de Zig et Puce, et finalement mascotte des prix au festival d'Angoulême entre 1981 et 1988.

Prolifique dessinateur de presse, il collabore notamment au magazine satirique *Le Charivari*, mais aussi à *L'Action Française* quotidienne. Pour le journal, il crée des bandeaux très amusants pour les rubriques sportives et théâtrales en 1927-1928.

* *L'Art d'Alain Saint-Ogan*, par Thierry Groensteen et Harry Morgan, Acte Sud/ An 2, 112 p. dont 80 en couleur, 27,50 euros

Lautner s'affiche

Riche idée que celle de Philippe Chanoinat et Michel Rodrigue de créer un album consacré aux films de Georges Lautner, en collaboration avec vingt-trois dessinateurs de BD, entre autres Tibet, Maëster, Margerin. Les intéressés réinventent dans leur style propre les affiches de vingt-cinq films de Lautner, parfois en y intégrant leurs héros fétiches, et réinterprètent certaines scènes-culte.

Quelques messieurs trop tranquilles, adapté du polar d'ADG *La Nuit des grands chiens malades*, n'est pas oublié, même si l'adaptation par Roger Bunel, à qui l'on devait surtout des albums de pastiches, n'est pas forcément la plus réussie. Cet ensemble forme en tout cas un raccourci efficace entre les septième et neuvième arts.

* *Lautner s'affiche*, par Philippe Chanoinat et Michel Rodrigue, Le Lombard, 56 p., 13 euros.

P.A.

LA MORT DE MGR PENON

■ En complément à l'article de l'abbé Guillaume de Tanoüarn dans notre dernier numéro sur l'ouvrage d'Axel Tisserand présentant sous le titre *Dieu et le Roi* la correspondance entre Charles Maurras et l'abbé Penon (éd. Privat), nous reproduisons ce texte inédit du poète Marie-Aimée de Kermorvan qui nous éclaire sur l'attitude de Charles Maurras lors de la mort de Monseigneur Penon. Dans une lettre à une amie datée du 17 septembre 1929, rapportant une visite au chemin de Paradis, elle rapporte cette conversation : « Je lui ai tout d'abord offert ma sympathie à l'occasion de la mort de son maître Mgr Penon, mort qui l'a, m'avait-on dit, affecté presque autant que celle de sa mère. Il m'a dit en effet qu'il souffrait d'une façon effroyable ... »

P.A.



LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre Pujo

Avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST, Michel FROMENTOUX, Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE, Aristide LEUCATE, Alain RAISON, Francis VENANT

Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans *L'Action Française* 2000 en 2004 et 2005...

Éd. de l'Âge d'homme, 138 p., 20 €.

Disponible à nos bureaux : 22,11 € franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).



CINÉMA

**** QUATRE MINUTES

De Chris Kraus, avec Monica Bleibtreu et Hannah Herzsprung

SORTIE LE 16 JANVIER

À main droite, Frau Krüger, vieille professeur de piano exi-geante, dure, cachant derrière son visage parcheminé de douloureux secrets ; à main gauche, Jenny, jeune femme violente, suicidaire, punk, incarcérée pour meurtre. Entre les deux, dans la prison où elle se croisent, un piano. L'enseignante voudrait permettre à son élève surdouée d'entrer au Conservatoire et, par-là, de préparer son retour au royaume des vivants, faire un pas vers la resocialisation, la rédemption. Mais cette Florence Rey d'outre-Rhin résiste. Avec de bonnes raisons. Quatre minutes est un majestueux face-à-face symphonique filmé au rythme de Mozart et de Schumann. Le réalisateur y effleure avec une finesse rare tous les thèmes qui divisent : l'enfermement, le rapport à la musique, les fantômes du nazisme, l'homosexualité, etc. La scène finale du film, visuellement et musicalement somptueuse, vaut à elle seule le déplacement.

*** DEATH SENTENCE

De James Wan, avec Kevin Bacon et Garrett Hedlund

SORTIE LE 16 JANVIER

On entend déjà les hurlements qui vont accompagner la sortie de cet efficace revenge movie ("film de vengeance") : ce sont les mêmes qu'on entendait il y a trente ans à propos de la série des Inspecteur Harry ou des Justicier dans la ville. Comme si narrer au cinéma une catharsis par ailleurs compréhensible (ici, un père de famille cherchant à faire la peau de l'assassin de son fils, libéré de prison un peu vite) revenait à militer pour la peine de mort dans la réalité ! Eh ! oh ! messieurs les censeurs, c'est juste un film – il est vrai porté très haut par l'époustouflante performance de Kevin Bacon.

J.-Ch.B.

LE CHANTAGE

De Mike Barker, avec Gerard Butler, Pierce Brosnan, Maria Bello, Claudette Mink, Chris Astoyan, Samantha Ferris,

SORTIE LE 2 JANVIER

Adultère mode d'emploi ! Neil Rancall, Gérard Butler, et son épouse Abby, Maria Bello, forment "un beau couple". Lui est un publicitaire aux dents longues, elle une photographe qui a mis de côté sa carrière pour élever leur fillette. Alors que Neil est invité (du moins le prétend-t-il) à passer un week-end chez son patron et qu'il conduit Abby chez une amie, laissant leur fille sous la garde d'une baby-sitter, un homme, armé, Pierce Brosnan (à contre-emploi), menace de tuer la fillette s'ils n'exécutent pas ses ordres. Commence pour le couple un "jeu" – "truqué" – lourd de conséquences pour l'un des protagonistes qui a donné un "coup de canif" dans le contrat de mariage... Mike Barker signe un thriller machiavélique du genre "piège pour mari infidèle" qui vous tient en haleine jusqu'au rebondissement final.

ALAIN WAELKENS

CULTURE

Les actes de foi de George Steiner

Une antique malédiction consiste à dire : « **Puisse mon ennemi publier un livre** ». Il ne peut en effet pas savoir à quels ennuis cette affaire

La bibliographie de l'auteur de Réelle présence s'enrichit d'un ouvrage dans lequel il s'amuse à évoquer les sept livres qu'il n'a pas écrits.

l'expose. « **Puisse-t-il en publier sept** », ajoute George Steiner, comptant malicieusement le nombre d'ouvrages qu'il aurait voulu voir figurer dans sa bibliographie mais qu'il n'aura probablement jamais le temps d'écrire. Ainsi aurait-il aimé composer une monographie du philologue écossais Joseph Needham, disparu en 1995 dans sa maison de Cambridge ; une radioscopie de la jalousie des hommes de lettres entrevue à travers la rivalité Dante Alighieri/Cecco d'Ascoli ; une grammaire de la vie érotique ; une exploration théologique du nom juif ; une étude comparative des vertus de l'enseignement secondaire et supérieur d'un côté et de l'autre de l'Atlantique ; une géographie sentimentale du règne animal ; une dialectique du croire comme présence et absence... On sait, depuis *Les Antigones* et *Pas-sions impunies*, que la lecture d'un ouvrage de George Steiner est un exercice intellectuel stimulant. Ses livres sont des « **arts du sens** », pour reprendre une expression

chère à Pierre Boutang, dont l'auteur de *Réelle présence* est devenu l'ami au grand dam des imbéciles. Témoin d'une civilisation de l'écrit à son couchant, George Steiner n'a de cesse de s'interroger sur l'extrême difficulté de penser dans l'obscurité du temps où nous sommes. Il se dit effrayé par la difficulté d'avoir présentement accès aux silences, aux espaces privés et aux exercices de concentration et d'abstention de toute mondanité que présuppose l'authentique acte de pensée. L'auteur du *Transport de A.H.*, qui se présente comme un athée de culture et de tradition juives, affiche ainsi une lucidité inquiète qui tranche avec l'acquiescement généralisé aux intérêts du temps. Certains petits marquis des lettres françaises, qui dissimulent mal leur fascination jalouse, dès lors le prétendent grincheux, arrogant et désespéré.

Autodestruction

Il faut lire *Les Livres que je n'ai pas écrits*, pour découvrir chez George Steiner une capacité d'auto-dérision qui étonnerait ses contradicteurs. Cet homme qui a troyé Homère, Dante, Shakespeare, Goethe, Dostoïevski et Heidegger tout au long de sa vie n'aspire à aucun autre titre que celui de serviteur, d'éclairer ou de passeur. Jamais il n'a confondu Sainte-Beuve avec Proust, tout en sachant que ses livres le rangent plus près de celui-là que de celui-ci. « **On a dit que les grands critiques étaient plus rares que les grands écrivains. Par leur style et le ca-**

ractère novateurs de leurs propositions, quelques critiques se sont rapprochés de la littérature elle-même. Mais le fondamental demeure : des années-lumière séparent le poème ou la fiction vouée à durer du meilleur des discours critiques [...]. L'interprétation est essentielle, mais l'interprétation n'est pas la composition. » Dans « **Poser la question** », le dernier des sept essais qui composent son livre, George Steiner s'efforce en vain de dissimuler ses fidélités et ses



Georges Steiner

croyances. Jacques Derrida fit un jour cette remarque méprisante : « **C'est un croyant.** » Car tous les livres de George Steiner révèlent qu'il n'est pas « **absolument moderne** » au sens où Arthur Rimbaud voulait l'être : il croit. Il croit à l'accord possible entre le mot et le monde, un acte de foi grec, juif et chrétien. Ni la barbarie politique, ni l'asservissement technologique ne l'empêchent

d'espérer en renouvelant dans chacune de ses interventions l'acte de confiance initial qui établit et justifie le geste de l'artiste — écrivain, peintre, musicien dont les œuvres manifestent la « **réelle présence** » du sens dans l'histoire des hommes. Contre les anges noirs de la déconstruction, ce professeur émérite de littérature comparée à Cambridge qui a passé son existence à lire, citer et transmettre, croit à ce que parler veut dire. Unique dans l'histoire intellectuelle du XX^e siècle, son œuvre qu'on a souvent rapproché de celle de Montaigne, constitue un « **dit du sens** » hérissé de pointes braquées contre les orgueilleuses murailles du nihilisme.

Une œuvre fondatrice (*Lan-gage et silence*, *Les Antigones*), quelquefois difficile (*Après Babel*), rythmée par des « **allégories d'arguments** » (*Le transport de A.H.*), des évocations familières (*Errata*, *récit d'une pensée*) sans oublier les échanges étonnants qui offensèrent les agents de la circulation idéologique (*Dialogues sur le mythe d'Antigone et le sacrifice d'Abraham*, avec Pierre Boutang). Accompagné des ombres choisies d'Homère, Sophocle, Dante, Shakespeare et Kafka, à l'écoute d'une langue que le poète allemand Paul Celan situa « **au nord de l'avenir** », George Steiner a tourné sans regret le dos à l'impiété d'un siècle en miettes en faisant l'expérience de « **l'irréductible scandale d'amour pour ce qui donne le sens** », sonates, mélodies ou poèmes lancés comme des torches dans les abîmes du néant.

FRANÇOIS ROBERDAY

* *Les Livres que je n'ai pas écrits, de George Steiner, traduit de l'anglais par Marianne Groulez, 288 p., Gallimard, 20 euros. En librairie le 24 janvier 2008.*

EXPOSITION

Lettres d'Italie

Soucieuse de m'éloigner d'une place Saint Marc envahie de touristes, en majorité asiatiques, je réserve volontiers mes errances d'automne à des quartiers moins courus mais tout aussi riches en sollicitations. Ainsi, pourquoi ne pas retourner saluer la discrète Santa Maria Dei Miracoli enserrée entre deux rii et tellement émouvante avec sa façade de marbre blanc veiné de bleu ?

Chose faite, me voici, par là même, à deux pas du Campo Santa Maria Formosa et du palais Querini Stampalia, devenu fondation du même nom, qui nous invite à découvrir une maison vénitienne du XV^e siècle comme si nous remontions le temps. Ce palais fut longtemps la résidence du Doge et n'a subi, au "piano nomile", aucune transformation ; la disposition des pièces reste inchangée, boiseries et plafonds peints, précieusement intacts.

Tout d'abord, c'est le grand salon d'apparat où nous éblouit l'énorme lustre de verre de Murano, avec ses lourdes pampilles de toutes couleurs. La pièce est meublée : petites tables d'appui, chaises, fauteuils, prête à recevoir, à vivre. En quittant le salon d'apparat, c'est la salle Bellini qui nous accueille avec *La Présentation de Jésus au Temple*, sésame pour cette exposition : *L'Enfant Jésus aux bras de sa mère*, présenté au vieillard Siméon, *nunc*



dimittis, Domine, puis la salle des tableaux sur bois et une *Crucifixion* de Jacopo Palma, enfin la salle des portraits où domine l'art exemplaire de Longhi. Y figure la très belle *Tenta-*

tion de saint Antoine et un portrait de groupe, très soigné *La Famille Michel*.

On note l'absence – ce vide, sur le mur – de l'étrange et énigmatique *Il mondo nuovo*, toujours en prêt à Ca' Rezzonici. Dommage, dommage, car il m'a laissé grand souvenir à notre dernière rencontre. La salle Jappelli où sont présentées des œuvres de Pieter Mulier qui, bien que né à Harlem aux Pays-Bas, s'éteignit à Milan en 1701, tant il aimait l'Italie. Parmi celles-ci, une immense toile : ciel d'orage, nuages blancs occupent les trois-quarts du tableau ; à droite, la petite troupe des chasseurs ; massée, presque apeurée, et, en bas, vers la gauche, en pleine lumière, c'est lui, le cavalier campé sur son cheval, immaculé, à la bouche écumante, effrayé par l'orage qui vient – lui, seul maître du jeu, semble-t-il, dressé sur ses étriers qui capte les regards sur son habit rouge éclatant. En tous points, un superbe tableau, plus connu, paraît-il, sous l'appellation de *Cavalier Tempesta*. On souscrit volontiers à la formule.

MONIQUE BEAUMONT

* *Fondation Querini Stampalia. Santa Maria Formosa. Castello 5252 Venise. Mardi à dimanche, de 10 heures à 18 heures.*

Du coût de la Révolution

par **Anne BERNET**

L'histoire économique n'est point, par définition, la plus attrayante ni la plus accessible. Cela explique en partie pourquoi une analyse, à ses lumières, du déroulement de la Révolution n'avait encore jamais été tentée. Curieux oubli si l'on songe que c'est précisément une crise éco-

nomique devenue impossible à résoudre par les finances royales qui entraîna la convocation des états généraux et déclencha l'engrenage irrépressible des événements insurrectionnels.

Les "aristocrates" furent les boucs émissaires d'une Révolution née d'une crise économique qui n'avait rien d'inévitable...

Cette crise, au demeurant, les révolutionnaires ne surent pas non plus lui apporter de solutions, sinon des pis-aller propres à aggraver la situation à court terme,

entrant dans un cercle vicieux de suspicions et de violences. Quelle place exacte ces désordres économiques ont-ils tenue au cours des années révolutionnaires et quelles furent leurs conséquences immédiates, c'est la question que s'est posée Florin Aftalion dans une étude remarquable appelée à faire date, *L'Économie de la Révolution française*.

Situation explosive

Étranger à nos querelles intestines, il pose sur la France de l'époque un regard d'une profonde objectivité, prenant en compte ses forces incontestables et ses fai-



bles, dont la plus grave était certainement la mauvaise habitude, entrée dans les mœurs politiques, d'un État vivant toujours à crédit et endetté au-delà de toute raison. Une conjoncture sociale un peu empirée par de mauvaises saisons et des traités commerciaux défavorables aux industries nationales entraînant chômage et mécontents, à la fin des années 1780, rendit la situation explosive. Tout cela était évitable. Les députés du Tiers, eux, comprirent l'intérêt immédiat de ne rien résoudre, optant pour la politique du pire, avant, parvenus au pouvoir, de s'imaginer que l'émission massive d'assignats gagés sur les biens du clergé mettrait fin aux difficultés. Ce fut l'exact contraire qui arriva.

L'admirable est la clarté de l'exposé, jamais rebutant, toujours

convaincant, appuyé sur des textes d'époque. Cependant, il aurait été intéressant d'y ajouter un chapitre traitant de l'émission de faux assignats distribués par l'Angleterre ou émis par les Vendéens, qui contribua à la déstabilisation du régime révolutionnaire ; jusqu'à quel point, c'est ce que seul un spécialiste comme Aftalion serait susceptible d'estimer.

Exil dramatique

Le peuple, principale victime de ces difficultés, était incapable d'en saisir les mécanismes complexes, obscurs même aux dirigeants révolutionnaires. Dès lors, faute de remèdes, il convenait de trouver des boucs émissaires contre lesquels détourner la fureur populaire. Les "aristocrates", terme qui englobait toujours plus de monde, firent l'affaire. Soupçonnés d'accaparement, accusés d'être riches, ils ne tardèrent pas, un peu partout, à se trouver réellement en danger. Au-delà des convictions politiques, ce fut une raison fort tangible d'émigrer afin d'échapper à la mort. Détail perdu de vue par ceux qui n'ont cessé d'insulter ces Français, nobles ou roturiers, qui, dès 1789, durent passer à l'étranger. Il fallut les événements de 1940 pour que les historiens cessent d'y voir une trahison indigne.

Au vrai, les émigrés ne furent pas si nombreux à partir de gaieté de cœur et même les plus optimistes, au bout de quelques mois, revenus de leurs illusions premières, comprirent l'étendue de leur malheur. *L'Histoire de l'émigration*, au-delà des ses aspects politiques ou militaires, est aussi, est d'abord, un drame humain qui emporta dans une tourmente inconcevable des milliers de gens peu préparés à l'affronter. Ce sont leurs aventures, tantôt cocasses, tantôt pitoyables, la dignité, voire la morgue, avec laquelle ils firent face à des péripéties souvent re-

commencées, en terre étrangère, qui retinrent l'attention de Ghislain de Diesbach.

La parution en livre de poche de son étude, fondamentale, jamais égalée depuis plus de trente ans, met à la portée de tous cette étonnante fresque où passent grands seigneurs et hobereaux, gentilshommes prêts à se laisser mourir de faim plutôt que déroger et dames plus pragmatiques à qui la nécessité de nourrir leurs enfants faisait oublier toute honte inutile. Avec une tendresse parfois critique, M. de Diesbach suit ces épaves de la France royale aux quatre coins du monde, raconte leurs tentatives plus ou moins heureuses pour survivre, et dit comment cette noblesse qui, jadis, se croyait parfois cosmopolite, se prit, chassée de France, d'un regret lancinant à la pensée du toit ancestral, au point, souvent, de bondir sur la première occasion de rentrer qui ne fût pas déshonorante.



L'élégance du style, l'intelligence du récit, sa quasi-exhaustivité ont depuis longtemps fait de ce livre un classique. Nul n'aura plus d'excuse à ne pas le posséder en sa bibliothèque.

ANNE BERNET

* **Florin Aftalion** : *L'Économie de la Révolution française. Les Belles Lettres, 395 p., 27 euros.*

* **Ghislain de Diesbach** : *Histoire de l'émigration. Perrin Tempus, 635 p., 12 euros.*

Piques et piques... et....

LA MORT PROGRAMMÉE DU H ASPIRÉ

Sur Radio-Courtoisie, l'ambassadeur Albert Salon a installé un "pilori", stigmatisant – et punissant – l'emploi intempestif, en France, de la langue anglaise ainsi que, très spécialement, les fautes de français. Réaction salubre contre le laisser-aller ambiant.

Quant à moi, plus modestement, la mort programmée du H aspiré me préoccupe depuis un bon bout de temps. J'avais capté un premier signal ; c'était à l'époque, il m'en souvient, de M. Chirac, j'entendis, tout soudain, une de nos charmantes annon-

ceuses télévisuelles énoncer « Hier, le Président a planté un "unêtre". Inutile de dire que je n'en crois pas mes oreilles et accuse de toujours possibles acouphènes. Hélas, peu après, j'ai la faveur d'apprendre qu'un véhicule volé avait été retrouvé dans un "vieillangar" [...]. Là, pour le coup, nulle équivoque.

Pauvre H, je me mis en devoir de te chanter un thrène. Misérable, te voilà en sursis, pensai-je. J'eus l'heur de ne point avoir l'oreille écorchée dans les suivantes semaines. Sursis tou-

tefois de courte durée, puisque les infernales éoliennes ont fait décocher à un journaliste interrogé, "sur zone", comme on dit, cette flèche meurtrière « **Que voulez-vous à "cetauteur"** ». Nous en sommes là. Déjà là.

Pauvre H écorché, étêté, ratiné, que reste-t-il de ta stature, de ta futaie qui hérisse si bien le poil de notre idiôme national ? Rien ou presque et tu n'auras à emporter dans l'au-delà, à l'inverse de Cyrano, pas même ton "panache".

MONIQUE BEAUMONT

JEAN-JACQUES LAFAYE

Saint-Just, l'ombre des chimères

Le Rocher, 137 p., 16,50 euros

Comment expliquer la fascination exercée sur ses contemporains, puis la postérité, par le ténébreux "archange de la Révolution" ? Cette très courte biographie sonde avec un art consommé et une rare profondeur l'âme tourmentée d'un adolescent narcissique, riche de dons négligés, qui « s'acceptant mal, préférera changer le monde plutôt que de se réformer lui-même ». Ce texte bref, incisif, nerveux, d'une grande justesse, en dit plus long sur le véritable organisateur de la Terreur que tous ses thuriféraires et détracteurs précédents.

JEAN-PIERRE BOIS

Dumouriez, héros et proscrit

Perrin, 480 p., 24,50 euros

Sous le coup de l'exécution de Louis XVI, Dumouriez veut marcher sur Paris et renverser la Convention. Dénoncé, il passe à l'ennemi, choix qui efface ses victoires et fait de lui un traître. Méritait-il cette exécution publique ? Biographe rare mais efficace, Bois nuance les jugements abrupts, brosse un portrait fouillé d'un officier intelligent, agent du Secret du Roi, qui crut trouver sa chance avec la Révolution mais se refusa à en cautionner les excès. Faut-il vraiment l'en blâmer ?

NATHALIE MEYER-SABLÉ

La Chouannerie et la guerre de Vendée

Ouest-France, 125 p. 15,90 euros

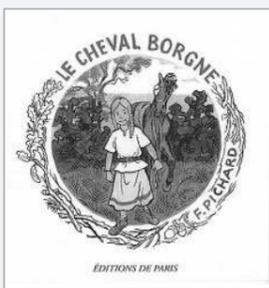
« Spécialiste des techniques de pêche et de conservation du poisson », l'auteur, s'appuyant sur les historiens marxistes, s'essaie à donner un récit d'une histoire complexe qui se prête mal aux simplifications abusives. Souvent dépassée - qui croit encore que Bara, tué par des voleurs de chevaux, fut victime de la cruauté royaliste ? -, parfois confondante d'ignorance au point d'écrire des sottises - depuis quand le Sacré-Cœur est-il « un talisman symbolisant la dévotion à la Vierge » ? -, multipliant les erreurs de dates dans ses notices biographiques, elle ne fait que perpétuer une image fautive et convenue des insurrections de l'Ouest, qu'une bonne iconographie ne saurait suffire à racheter.

A.B.

LE CHEVAL BORGNE

C'est une histoire sans parole que nous raconte la dessinatrice, avec le trait acéré et sans complaisance qui est le sien, histoire très lointaine et très proche, car les sentiments exprimés y sont de tous les temps.

451, l'année du déferlement des hordes d'Attila sur la Gaule. La mise à sac sanglante d'une villa gallo-romaine et le massacre de ses habitants. Quatre survivants : une fillette, un garçonnet, un chien, et un cheval éborgné par les barbares. La petite Gauloise les prend en



charge et plonge avec eux au cœur de la forêt, ultime refuge. Ils vont y renouer avec des pratiques ancestrales. Jusqu'au jour où des gens de l'extérieur vont retrouver les enfants et se mettre en tête de les rendre à leur monde. Devenu infiniment moins idyllique que dans leurs souvenirs...

Chacun trouvera motif à réflexion dans ce conte amer et tendre porteur d'une morale pour notre temps et d'un paradoxal message d'espoir.

A.B.

* **Françoise Pichard** : *Le Cheval borgne. Éditions de Paris, 58 p., 10 euros.*

« UN ÉDITORIAL DE ELLE, EN MOINS BIEN TORCHÉ... »

■ *Blogs citoyens, journaux intimes "on line", sites participatifs... La planète Internet ressemble de plus en plus à un dépotoir à humeurs. N'empêche. À l'heure des attermoissements planétaires et des grandes messes people, c'est aussi le seul lieu où s'exprime encore librement une pensée anticonformiste bannie des grands médias.*



Élisabeth Lévy

C'est bien ce qu'ont compris les journalistes Elisabeth Lévy et Philippe Cohen. La première a créé son propre salon de discussion (www.causeur.fr) et n'affiche qu'un seul but : se moquer « des puissants et des mondains, des producteurs de lieux communs et des marchands de bouillie imprimée ». Quant à Philippe Cohen, il a pris le contrôle du site Internet de Marianne (www.marianne2.fr) pour en faire, à l'abri des éruptions d'un Jean-François Kahn, un rare espace de liberté.

Si bien évidemment ces deux adresses ferraillent dur contre le pouvoir en place et le sarkozisme, elles proposent aussi de pertinents décryptages de cette médiacratie qui nous gouverne. Les deux reviennent ainsi sur la ferveur et le deuil mondiaux qui ont suivi le lâche assassinat de Benazir Bhutto. Sur Causeur, l'historien Gil Mihaely rappelle que le supposé « symbole de l'avenir démocratique du Pakistan » était aussi celui de la corruption et du féodalisme, « qu'elle n'a pas su plus que les autres anticiper la montée en puissance des Talibans et qu'elle n'a fait reculer ni la pauvreté ni la violence dans son pays ». Le journaliste de Marianne s'amuse lui des affligés poncifs d'un BHL qui, en mal de martyrs depuis Massoud et Daniel Pearl, osa ces phrases dans Libération : « C'est une femme d'abord qu'ils ont tuée. Une femme belle. » Une béatification à laquelle Philippe Cohen rétorque : « On croirait lire un éditorial de Elle, en moins bien torché... »

HECTOR NISSAC

Le nombril de son monde...

Ne pouvant s'empêcher, dès le début de l'année, d'occuper le centre de la vie médiatique, le locataire de l'Élysée a donc voulu une nouvelle formule-choc. Celle qui lui permet accessoirement de faire oublier les incartades, les erreurs manifestes, ou les pires images montrant une vulgarité crasse. Ainsi, la politique de civilisation, reprise au sociologue Edgar Morin, occupe les cerveaux, les éditorialistes ou les sémiologues. Le 31 décembre dernier, inaugurant la cérémonie des vœux du chef de l'État, Nicolas Sarkozy a tenu à mettre en place selon *La Croix* (1) « une nouvelle étape (sic) : celle d'une politique qui touche davantage encore à l'essentiel, à notre façon d'être dans la société et dans le monde, à notre culture (sic), à notre identité ». Et c'est là que, semblant avoir oublié que c'est par principe son rôle de chef d'État, Nicolas Sarkozy lance donc cette formule-choc : « Nous avons besoin de ce que j'appelle une politique de civilisation ». Au-delà des légitimes interrogations sur cette politique, le quotidien de la rue Bayard (2) rappelle que ce fut d'abord une formule d'Edgar Morin lors des grèves de 1995 et puis le titre d'un livre coécrit avec le chevènementiste Sami Nair en 1997, où, s'inspirant ou inspirant Jean-Pierre Chevènement et Philippe Seguin, ils font la promotion d'une autre politique, contre « "la pensée unique", sous entendu "néolibérale et monétariste" ». Principe repris, toujours selon *La*

REVUE DE LA PRESSE

Croix (3), en 2002 par Henri Guaino, « interrogé par les clubs séguinistes Appel d'R, ralliés à la candidature de Jean-Pierre Chevènement »...

Vulgarité et violence

Si certains, et parfois à raison, ont critiqué ce nouveau slogan du petit timonier de l'Élysée, notam-



ment son caractère mondialiste et ses accents néoconservateurs, reprenant à la lettre les principes chers à ces grands républicains colonisateurs qu'étaient Ferry, Blum ou Jaurès, Edgard Morin va à l'essentiel vis-à-vis du discours sarkozyste. Interrogé par *Le Parisien* (4), il se demande : « Nicolas Sarkozy m'a-t-il lu ? ». Et plus frappant encore : « Quand il tient ce propos, il y croit mais

de quelle façon ? Le propre de Nicolas Sarkozy, c'est qu'il parle toujours d'un ton très sincère, mais ce ton d'apparente sincérité lui permet de dire des choses auxquelles il ne croit pas... » On ne peut mieux dire, en effet. Surtout lorsque l'on voit l'étalement du matérialisme le plus vulgaire, l'action de la présidence de la République ramenée aux plus basiques soap opera et autres telenovelas. Une présidence bling-

bling (à terme, un nouveau concept porteur d'avenir, digne de l'exégèse des analystes de Sciences-Po ?) sur laquelle *Marianne* (5) insiste encore cette semaine. Où l'on apprend ainsi qu'« après trente années d'une existence d'ascète tendue vers l'objectif élyséen, Nicolas Sarkozy se lâche. Le jeune avocat d'affaires assoiffé d'honneurs s'est transformé en président jet-setteur. »

Où l'on nous narre l'« itinéraire d'un "petit Français au sang mêlé" qui se rêve en modèle d'ascension sociale. »

Mais cet étalage d'un matérialisme plus qu'assumé, bien au-delà de l'hybris, incarné également par le choix des destinations de villégiatures (Égypte, Pétra), semble avoir sa part d'images violentes, ou tout au moins choquantes. Ainsi, Claude Weil, dans sa chronique du *Nouvel Observateur* (6), revient sur la visite de la cité des Nabatéens du nouveau couple digne d'un feuilleton de *Nous deux*. S'attachant au fils de Carla Bruni, Claude Weil se sert de ce dernier, juché sur les épaules de Nicolas Sarkozy portant fièrement des lunettes de soleil, pour regretter que « nous en avons encore pour cinq ans. Cinq ans où la France et le monde vont continuer à se repaître des aventures de ce couple improbable ». Et Claude Weil d'insister sur « l'obscénité du reality-show. L'exhibitionnisme du monsieur aux lunettes réfléchissantes », et plus particulièrement sur la « perversité d'un moloch médiatique qui traque partout le président et sa nouvelle compagne pour mieux dénoncer ensuite leur obédante présence sur les écrans. » Une traque qui satisfait pleinement Nicolas Sarkozy...

ARNAUD NAUDIN

- (1), (2) et (3) N°37942 du 2 janvier 2008
- (4) N°19696 du 3 janvier 2008
- (5) N°560 du 12 au 18 janvier 2008.
- (6) N°2253 du 10 au 16 janvier 2008.

Monsieur Jourdain

LA CHAÎNE PARLEMENTAIRE

À la tribune Arnaud de Montebourg fait des phrases. Pas mal ! La preuve que l'on peut avoir de l'esprit sans pour autant avoir un gramme d'intelligence.

Le peuple aveugle

À TOUTE HEURE, TOUTES CHAÎNES CONFONDUES

Déjà Karl Marx notait que l'usage de capital ne devait produire que du capitalisme. Pour créer l'illusion « d'un monde clos duquel les hommes ne pensent même plus à sortir », le maintien du système de domination nécessite une mise en scène, à son profit, des liens sociaux et des comportements qui régissent la vie en société. Voilà une leçon que les publicitaires de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) ont bien retenue.

En effet, jusqu'à présent, les mois d'hiver arrivant avec leur lot de virus, l'utilisation de la télévision était réservée à la diffusion de réclames nous vantant les mérites de la vaccination contre la grippe, seul remède efficace. Ce n'est plus le cas. Pour preuve ce spot diffusé

actuellement où l'on nous explique qu'il faudra désormais se laver fréquemment les mains et en cas d'infection porter obligatoirement un masque chirurgical et des gants!

Soyons honnêtes : le conditionnement de la population à l'usage du masque de santé n'annonce rien d'autre que l'aggravation certaine du risque d'arrivée sur notre territoire d'une pandémie de grippe aviaire ! À tout prendre, les têtes pensantes de l'INPES, après avoir certainement comparé les solutions comme l'isolation et la mise en quarantaine, hygiéniquement plus performantes, mais dont l'annonce trop angoissante serait économiquement une catastrophe, ont donc décidé, sans l'avouer, de prodiguer l'utilisation de masques pour prévenir la transmission du virus respiratoires H5N1 entre animaux et humains.

Mais le pire n'est pas dans ce mensonge, facilement déchiffrable. Le refus de chacun de penser ce qu'il a sous les yeux est bien plus effrayant. L'acceptation résignée des consciences individuelles au fait accompli, au port du masque obligatoire, l'aveuglement au chantage technique qui consiste à nous faire croire que le mal d'aujourd'hui sera guéri par celui de demain, le fait qu'il n'y ait plus personne pour s'interroger sur l'arrivée de tel ou

telle pandémie favorisée par le brassage de population, sur ses causes, sur la réalité de notre capacité à comprendre le monde, l'économie financière programmée par les consortiums du sous-élevage industriel, de ses conditions de production, de transport par aéronef mondialisé, sur la compatibilité de nos cerveaux à se brancher 24 h / 24 sur tel appareil électrique et à y capter les règles qui doivent régir son comportement et son impuissance à en distinguer les bizarreries, semblent extrêmement plus préoccupants pour qui veut croire encore à la primauté du politique comme outil d'organisation de la cité !

Pour bloquer le risque de grippe aviaire, il faudrait remettre radicalement en cause le mode de vie industrielle auquel nous sommes habitués... Au lieu de cela, on mettra des masques et puis demain, pour les plus riches, on construira des résidences sous surveillance satellitaire. Pour les autres, on inventera le travail et les loisirs à distance, l'amour virtuel et pour les plus réfractaires ce sera la camisole chimique, les drogues de synthèse, les jeux vidéo ultraviolets et la pornographie distribuée directement dans le salon ! À moins que ce ne soit déjà le cas...

DENIS ABOUT

LE TROISIÈME ŒIL



L'ACTION FRANÇAISE		TARIF DES ABONNEMENTS	
(paraît les 1 ^{er} et 3 ^e jeudis de chaque mois)			
1. Premier abonnement France (un an)	76 €	5. Abonnement de soutien (un an)	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	45 €
3. Abonnement ordinaire (un an)	125 €	7. Outre-mer (un an)	135 €
4. Abonnement de six mois	70 €	8. Étranger (un an)	150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A



CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE



GALETTES DES ROIS

PARIS

Le Centre royaliste d'Action française d'Île de France vous invite à la Galette des Rois

sous la présidence de Philippe Champion

le vendredi 18 janvier 2008

de 18 h 30 à 20 h 30

Le Bougainville, 5 rue de la Banque, Paris 2e, Métro Bourse

Participation aux frais : 12 euros

Étudiants, chômeurs, enfants : 6 euros

Inscription au 01 40 39 92 06

LYON

Samedi 26 janvier

Galette des Rois à 20 heures

Sous la présidence de Stéphane Blanchonnet

avec la participation de Philippe Champion

Renseignements et inscription :

06 82 83 92 00 ou thidal@aol.com

BORDEAUX

Déjeuner-débat sur le thème "L'Action française contre le mondialisme" avec la participation de Pierre Hillard

Samedi 26 janvier

à 10 h 30 précises

Restaurant "Le Xaintraillies"

114 boulevard du maréchal Leclerc, 33000 Bordeaux

Participation aux frais : 23 euros par personne.

S'inscrire avant le 22 janvier 2008.

Règlement à l'inscription par chèque à l'ordre de Vincent Gaillère, 228 rue Lecocq 33000 Bordeaux.

BIARRITZ

Galette des Rois avec Pierre Hillard qui parlera de "L'Action française contre le mondialisme"

sous la présidence de Me P. Forbatat-Labatut

Samedi 26 janvier 2008

à 17 heures

34 rue de Parme, 64200 Biarritz

Participation aux frais : 5 euros par personne

S'inscrire avant le 22 janvier 2008.

Règlement à l'inscription par chèque à rédiger à l'ordre de Vincent Gaillère, 228 rue Lecocq 33000 Bordeaux.

NÎMES

Les amis de Jeanne d'Arc de Nîmes et du Gard vous invitent à partager la Galette des Rois

le dimanche 3 février à 14 h 30

à la Maison Diocésaine, 6, rue Salomon Reinach à Nîmes,

suivie d'un exposé du professeur Jean Claude Manificier sur les origines de la civilisation chrétienne.

Inscription sur place.

PARTICIPEZ

à la Grande marche nationale pour la vie

dimanche 20 janvier 2008 à Paris à 14 h 30

place de la République

Renseignement : 01 53 70 84 27



215^e anniversaire de la mort du roi Louis XVI

PARIS

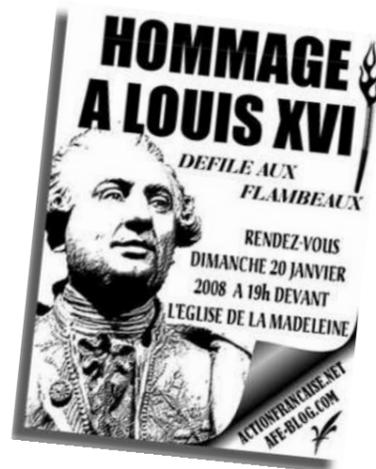
Dimanche 20 janvier 2008

CORTÈGE AUX FLAMBEAUX EN HOMMAGE AU ROI MARTYR

Rendez-vous à 19 heures précises

devant l'église de la Madeleine,

métro Madeleine, ligne 12 ou 14.



MESSES POUR LE REPOS DE L'ÂME DE LOUIS XVI

■ **PARIS** | La messe pour le repos de l'âme du roi Louis XVI sera célébrée à Paris, à la demande de l'Œillet blanc, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse des rois de France, le lundi 21 janvier à 12 h 15, et en l'église Saint-Nicolas-du-Charbonnet (Paris 5^e) à 18 h 30 | L'abbé Néri célébrera une messe le dimanche 20 janvier place de la Concorde à 15 heures.

■ **LIMOGES** | Messe tridentine avec lecture du Testament de Louis XVI le dimanche 20 janvier à 10 h 30, chapelle Saint-Martial, avenue des Bénédictins. Les Limousins pourront aussi se joindre à la messe de 11 h 15 le lundi 21 janvier en l'église Saint-Michel-des-Lions. Repas amical à midi ce même jour au restaurant Lou Palissou, 32 rue Delescluze. Réservation au 05 55 32 47 74.

■ **NIMES** | Samedi 26 janvier à 11 heures, église Sainte-Perpétue, boulevard de Prague.

■ **THIBERVILLE** | Diocèse d'Evreux : messe traditionnelle dans l'église paroissiale, célébrée par l'abbé Michel le samedi 19 janvier à 17 heures.

■ **TOULON** | Messe le lundi 21 janvier à 18 h 30, église Saint-François de Paule, place Louis Blanc (en bas du cours Lafayette). On y associera le souvenir de Pierre Pujo.

■ **BAYONNE** | Une messe pour le repos de l'âme du roi Louis XVI, de la famille royale, des martyrs de la Révolution et pour la France sera célébrée le dimanche 27 janvier 2008 à 11 heures à la chapelle Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, 60 bis avenue de la Légion tchèque (quartier des Arènes), à Bayonne.

■ **BÉZIERS** | Dimanche 20 janvier à 17 heures aux Pénitents bleus.

■ **CREUSE** | Lundi 21 Janvier à 18 h 45, messe en rite tridentin au prieuré de la Sainte-Famille, 41 rue Pierre Thévenot (à 10 km d'Amiens).

■ **FONTAINEBLEAU** | Lundi 21 janvier à 20 h 30, messe en rite tridentin en l'église du Carmel, boulevard du maréchal Foch.

■ **BORDEAUX** | Lundi 21 janvier à 19 heures, en l'église du Christ Rédempteur.

■ **LILLE** | Lundi 21 janvier à 19 heures, en l'église du Christ-Roi, rue d'Angleterre.

■ **NANCY** | Dimanche 20 janvier à 11 heures en l'église du Sacré-Coeur.

■ **JAMBLES (PRÈS DE GIVRY)** | Lundi 21 janvier à 11 heures, en l'église de Jambles, service de Requiem pour le roi Louis XVI et Pierre Pujo.

■ **ROULLET** | Dimanche 20 janvier à 18 heures, en l'église paroissiale

(à 10 km au sud d'Angoulême).

■ **NICE** | France royaliste Provence, organise une journée commémorative de la mort du roi Louis XVI, le dimanche 27 janvier. À 10 heures, messe traditionnelle à la chapelle de l'Archiconfrérie de la Très-Sainte-Trinité (Vieux Nice) ; à 12 heures, déjeuner dans les salons du grand hôtel Aston (12 avenue Félix Faure) ; à 15 heures, conférence de M. Pichot-Bravard consacrée à l'exil de Dieu dans notre société contemporaine.



10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ PAR PIERRE JUHEL

PRÉSIDENT PAR INTÉRIM : STÉPHANE BLANCHONNET
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : THIBAUD PIERRE

CHARGÉS DE MISSION

FORMATION : PIERRE CARVIN
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS : ALEXANDRE APREVAL
ADRIEN CHARVET
ROMAIN VINDEZ
ADMINISTRATION :

Mlle DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :
MEMBRES ACTIFS (32 €),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),
BIENFAITEURS (150 €)



UN SITE TRÈS UTILE :

www.trouverlapresse.com

Il vous permet de trouver les kiosques les plus proches de chez vous où vous pourrez trouver L'Action Française 2000.

Lagarde

Christine Lagarde n'en finit pas avec ses facéties méprisantes. Au journal Le Parisien qui lui demandait ce qu'elle conseillait aux Français pour défendre leur pouvoir d'achat, la ministre de l'Économie et des Finances a répondu : « **D'être des consommateurs avisés et de s'investir dans leur travail pour travailler et gagner plus** ». Ceux qui croyaient que la baisse du pouvoir d'achat résultait de l'augmentation des prix et de la stagnation des revenus se sont donc trompés : tout le problème, c'est que nous sommes fainéants et dépendants !

Dupes

Les raisons de l'élection de Nicolas Sarkozy sont connues : son dynamisme et son sens génial de la communication lui ont permis de convaincre 53 % des électeurs qu'il « **ferait ce qu'il a dit** » et qu'il romprait avec ses prédécesseurs qui prenaient les électeurs pour des dupes. Depuis son élection, des faits précis démontrent pourtant que Nicolas Sarkozy poursuit, de ce point de vue, l'œuvre de ses prédécesseurs. Ainsi, celui qui s'est auto-proclamé « **président du pouvoir d'achat** » affirme désormais : « **Le débat politique sur le pouvoir d'achat est absurde. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse ? Que je vide des caisses déjà vides ?** ».

Victime

Plaignons donc notre bon président. Selon le ministre de la Recherche, Valérie Pécresse, « **Nicolas Sarkozy est victime de la comédie du spectacle** ». Un exhibitionniste victime de la comédie du spectacle. S'il n'avait pas en main la destinée du pays, on trouverait presque ça comique.

Immigration

Si la France a fermé en 2002 le centre de Sangatte qui a vu passer en trois ans plus de 60 000 « sans asile fixe », il existe partout en Europe des centres de rétention dans lesquels on garde les immigrés clandestins en instance d'expulsion. Selon l'International Herald Tribune, 224 centres de rétention hébergent 30 000 immigrés en Europe. Même sans médiatisation, l'immigration clandestine se développe en Europe...

GUILLAUME CHATIZEL

Le parti de la France

C'est un miracle plusieurs fois renouvelé au fil de l'histoire de la France : chaque fois qu'un désastre survient, et il en survient souvent, on voit surgir tout soudain une coalition des âmes fortes de la nation décidée à la rétablir dans

Qui sera assez généreux, qui croira assez à la France pour abattre de sa prétention à constituer autour de lui le parti de la nation ?

ses droits, son indépendance et sa personnalité propre. Ce parti eut bien des noms selon les siècles ; ce fut le parti Armagnac, puis ce "parti des politiques" rassemblé lors des Etats Généraux de 1574, puis le parti des "Bons Français" comme le disait le Père Joseph quand il appelait le peuple à soutenir Richelieu contre les grands féodaux ; ce fut l'étrange conscription et l'amalgame spontané de Valmy, ce fut l'"Union sacrée" à l'aube de la Grande Guerre, ce fut aussi, en 1958, le parti pris d'une V^e République dont la Constitution fut approuvée par les diverses sensibilités authentiquement nationales, l'Action française comprise. Certes, le peuple gaulois est ainsi fait que le parti de la France est le plus souvent minoritaire, ou n'est majoritaire que furtivement, au plus fort du péril, et qu'il se disperse aussitôt dans les temps de paix - et même quelquefois dans les temps de la guerre. Mais il se reforme toujours, tôt ou tard, face à l'abîme.

L'abîme, y sommes-nous ? Non, point tout à fait encore. Nous nous contentons d'y glisser doucement, en sifflant. L'esprit public se passionne pour des futilités, des peines de cœur, le divorce, le fleurte et le remariage de celui qui passe pour le Président de ce qui passe pour la République - et cette futilité-là est une autre manière de ne pas voir la réalité.

C'est que la réalité n'est pas belle à voir, composant par petites touches successives un tableau de tempête : retour de l'inflation et, plus grave, renchérissement du crédit ; corrélativement, anémie de l'industrie et des services, elle-même amplifiée par le renchérissement du pétrole et, plus grave encore, par l'absurde surévaluation de l'euro ; déficit commercial chaque année aggravé, alarmant même si l'on enlève la charge du gaz et du pétrole ; déstabilisation du marché de l'emploi, multiplication des emplois précaires, perte du pouvoir d'achat si grave pour de nombreuses familles qu'une partie des salariés, soumise à la pression du capitalisme international, des délocalisations et de l'immigration, sont si chichement rémunérés (le SMIC est scandaleusement bas en France) que, même quand ils disposent d'un emploi à peu près stable, beaucoup doivent en trouver un autre pour "joindre les deux bouts". Et ne parlons pas de l'état de l'État, de la dégradation régulière des services publics à commencer par celui dont la nation a le plus urgent besoin pour faire face aux tensions d'aujourd'hui, l'Éducation nationale, celui de la Justice, celui de la police, et corrélativement de l'insécurité publique, si grave qu'un nombre croissant de Français se sentent fondés à posséder des armes à feu ; ne parlons pas davantage de l'état de la

langue française, du rayonnement de la France à l'étranger et tout simplement de l'esprit public, à l'heure où la simple évocation du Bien commun, pour ne même plus oser parler de la grandeur de la France, passe pour scandaleux dans un dîner en ville ou sur un plateau de télévision. *Et caetera, et caetera...*

En somme, nous glissons vers notre perte mais nous regardons ailleurs, avec cette légèreté française que l'on connut en maintes époques, chacun se réveillant trop tard pour éviter le drame. D'où la question : où est aujourd'hui le parti de la France ?

Un Robert le Fort ?

À vrai dire, on aperçoit ici ou là des surgeons prometteurs, mais hélas plus dispersés que jamais, en sorte que l'on ne peut savoir lequel poussera à la faveur des pluies de tempête. Certes, elle est loin d'être faite, cette "union des patriotes" déjà invoquée dans l'impéritie de la IV^e République par un Michel Debré - on trouve littéralement cette expression dans son *Courrier de la Colère*. Le problème est qu'il n'y a point aujourd'hui un quelconque Capet ou Robert le Fort capable de rétablir l'État et de restaurer l'indépendance de la nation, attendu que, quand le Roi manque, il n'y a de légitimité forte que préalablement trempée dans le drame. Et c'est bien la supériorité de la royauté héréditaire que de nous dispenser de tels avatars, d'assurer une légitimité à l'État à commencer par sa tête, sans qu'il faille préalablement passer par le fer, le feu, le sang et les larmes.

Privées de Roi, privées de prétendants qui osent se signaler bra-

vement, les chapelles restent livrées à elles-mêmes, à la misère des initiatives pauvrement personnelles - et ce serait un exercice grinçant que d'énumérer la longue litanie des "Bons Français", des défenseurs de la langue française, des souverainistes épars, des royalistes dispersés, qui s'évertuent chacun dans son coin à faire flotter son drapeau sur sa petite marmite, qui un journal, qui une revue, qui un cénacle ou une étiquette quelconque, chacun s'occupant à sa petite affaire en tournant le dos à ceux qui pensent à peu près ce qu'il pense mais le disent autrement, avec d'autres mots ou bien ailleurs, dans d'autres colonnes ou d'autres cercles que les siens. Faut-il donc attendre, une fois encore, qu'il soit décidément trop tard ?

Rien ne sera ici décisif en dehors de la vertu. La vertu, au sens le plus noble, celui de la générosité. La générosité, elle d'abord, elle seulement. Qui sera assez généreux, qui croira assez à la France pour abattre de sa prétention à constituer autour de lui le parti de la nation ? Qui sera capable de baisser un peu son pavillon personnel pour faire cause commune avec ses frères ? Qui aura assez d'amour et de vertu pour accepter de rallier une fédération des Bons Français disposant d'un organe d'expression assez puissant, dans les décennies actuelles, pour être peu à peu reconnu à l'horizon et capable de toucher, l'un après l'autre, les cœurs français ? Qui saura donner discrètement, patiemment, un peu de son temps, de son talent et de ses moyens pour, renonçant enfin à soi et au misérable amoncellement des petites reconnaissances et fugitives considérations publiques, réaliser ce que la nation française attend dans son tréfonds, le Rassemblement sacré de ceux qui ne veulent servir qu'elle, elle seulement, elle tout entière ?

CHARLES MOUSSAY

CETTE ANNÉE-LÀ...

1771

Le coup d'État de Maupeou

Cette année-là - la cinquante-sixième de son règne - le roi Louis XV décida d'en finir avec la fronde des parlementaires laquelle, se prolongeant depuis déjà six ans, risquait de mener la monarchie à la ruine en empêchant l'enregistrement des édits et en bloquant toutes les réformes nécessaires. Constatant l'état de quasi rébellion de la magistrature, toujours plus insolente, le chancelier de Maupeou, devenu le principal ministre depuis le renvoi de Choiseul, engagea le Roi, dès le début de janvier, dans une opération décisive qui allait être menée tambour battant.

La nuit du 19 au 20 chacun des parlementaires reçut la visite de deux mousquetaires leur demandant de signer l'édit royal les forçant à l'obéissance. Ils refusèrent en bloc. Dès le lendemain, un arrêt du Conseil prononça la

confiscation de leurs charges. Suivirent les lettres de cachet les exilant dans différentes villes de province.

Les furieuses récriminations des salons et de quelques courtisans s'essouffèrent très vite, car, si Maupeou bravait hardiment ce monstre qu'était en train de devenir l'opinion publique, les Français virent dans ce coup de force accompli sans violence mais sans faiblesse contre les privilégiés la volonté du Roi de se donner les moyens de régner pour le bien de tous les Français. Car depuis trop longtemps les parlementaires agissant en féodaux doublés de démagogues prétendaient représenter le nation qu'ils dressaient tel un corps séparé du mo-

narque lequel par nature en était la tête. C'était en fait une révolution qui était étouffée dans l'œuf en ce mois de janvier 1771.

Les bienfaits se firent sentir aussitôt : les parlements de Paris et de province furent dépouillés de leurs attributions politiques, de nouvelles cours appelées Conseils supérieurs furent créées, la justice fut ainsi rapprochée des justiciables, la vénalité des charges fut abolie, les frais de justice diminuèrent.

Le nettoyage permit dès lors au contrôleur général Terray d'établir une meilleure justice fiscale, d'abolir des exemptions d'impôts abusives, de faire payer l'impôt du vingtième par tous, privilégiés compris.

En cette année 1771 la monarchie - que nul n'estimait vermoulue - montrait qu'elle possédait en elle-même la force de surmonter une grave crise pour imposer à tous le respect du bien commun. Il lui avait suffi d'un peu d'audace et d'énergie pour renverser une barrière d'intérêts catégoriels et se donner ainsi les mains libres pour accomplir les réformes politiques et sociales qui s'imposaient à une monarchie moderne. Hélas, trois ans plus tard, le 10 mai 1774, mourait Louis XV. Dès son accession au trône, son petit-fils le jeune Louis XVI, prince intelligent et fort averti des nécessités du temps, mais horrifié à l'idée de devoir sévir, se laissa gagner par les pleurs des parlementaires et remit ces oligarques en selle, pour le plus grand malheur de sa dynastie et de la France...

MICHEL FROMENTOUX